

UNIVERSITÉ DE PARIS - FACULTÉ DE DROIT

DU CONTROLE DE LA COUR DE CASSATION SUR LES ÉLÉMENTS DE LA RESPONSABILITÉ CIVILE

*

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le 6 Juin 1942, à 14 heures

PAR

G. KRAFFT

Jury :

Président : M. G. RIPERT, Professeur.

Suffragants { M. SOLUS, Professeur.
M. Léon MAZEAUD, Professeur.

❖

LIBRAIRIE
DU
RECUEIL SIREY

(Société Anonyme)

22, Rue Soufflot, PARIS (5^e)

—
1942

Université de Paris. — Faculté de Droit

Nom du candidat : **KRAFFT**

Prénom : **Geneviève**

Date de la Soutenance : 6 Juin 1942.

Numéro d'ordre :

1

KRAFFT, Geneviève.

Du contrôle
de la Cour de Cassation
sur les éléments
de la responsabilité civile.

Paris, Recueil Sirey, éditeur,
1942
in-8°, 122 pages.

Thèse de Droit
Paris (1942, N°).

2

KRAFFT, Geneviève.

Du contrôle
de la Cour de Cassation
sur les éléments
de la responsabilité civile.

Paris, Recueil Sirey, éditeur,
1942
in-8°, 122 pages.

Thèse de Droit
Paris (1942, N°).

3

KRAFFT, Geneviève.

Du contrôle
de la Cour de Cassation
sur les éléments
de la responsabilité civile.

Paris, Recueil Sirey, éditeur,
1942
in-8°, 122 pages.

Thèse de Droit
Paris (1942, N°).

4

KRAFFT, Geneviève.

Du contrôle
de la Cour de Cassation
sur les éléments
de la responsabilité civile.

Paris, Recueil Sirey, éditeur,
1942
in-8°, 122 pages.

Thèse de Droit
Paris (1942, N°).



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41551816_0026

DU CONTROLE
DE LA COUR DE CASSATION
SUR LES ÉLÉMENTS
DE LA RESPONSABILITÉ CIVILE

**DU CONTROLE DE LA COUR DE CASSATION
SUR LES ÉLÉMENTS
DE LA RESPONSABILITÉ CIVILE**



THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le 6 Juin 1942, à 14 heures

PAR

G. KRAFFT

Jury :

Président : M. G. RIPERT, Professeur.

Suffragants { M. SOLUS, Professeur.
M. Léon MAZEAUD, Professeur.



LIBRAIRIE
DU
RECUEIL SIREY
(Société Anonyme)
22, Rue Soufflot, PARIS (5°)

1942

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



ABRÉVIATIONS

Civ. cass.	Arrêt de cassation de la Chambre Civile.
Ci. rej.	Arrêt de rejet de la Chambre Civile.
Req.	Arrêt de la Chambre des Requêtes.
Crim. cass.	Arrêt de cassation de la Chambre Criminelle.
Crim. rej.	Arrêt de rejet de la Chambre Criminelle.
Soc. cass.	Arrêt de cassation de la Chambre Sociale.
Soc. rej.	Arrêt de rejet de la Chambre Sociale.
Ch. Réun. cass.	Arrêt de cassation des Chambres Réunies.
Ch. Réun. rej.	Arrêt de rejet des Chambres Réunies.
D.	Dalloz périodique.
D. H.	Dalloz hebdomadaire.
S.	Sirey.
G. P.	Gazette du Palais.
Gaz. Trib.	Gazette des Tribunaux.

INTRODUCTION

I

Notions historiques

LE CONSEIL DES PARTIES

Le recours en cassation a ses origines dans notre ancien droit. Différents passages des Etablissements de St-Louis autorisaient les parties à « souploier au Roy » de revoir le jugement s'il était « contre droit » (1). Mais il ne faut pas donner à cette expression « contre droit » le sens qu'elle aurait aujourd'hui, ou qu'elle pouvait avoir en droit romain. A cette époque, en effet, on était encore loin de distinguer le droit du fait, et il faut plutôt voir dans ce droit de révision, comme l'estime Crépon (2), une intervention personnelle du monarque, que l'institution d'une juridiction permanente régulièrement et constamment ouverte aux plaideurs. La « supplication au Roy », telle

(1) Etablissements de Saint-Louis, livre I, chap. I : « mès len pourra bien supplier au Roy que il le jugement voye, et se il est contre droit... ». Livre II, chap. XV : « len doit souploier au Roy, que il jugement voye, ou face voir, et se il n'est contre droit, que il le face tenir, et entériner par la Coutume du pais ». Voir également livre I, chap. VI.

(2) Crépon, Du pourvoi en cassation en matière civile, t. I, p. 1.

qu'elle résulte des Etablissements, remarque M. Plassard (3), tient à la fois de la requête civile, de l'appel et du recours en cassation.

Les successeurs de Saint-Louis vont s'entourer d'un conseil de législes, conseil qui prend le nom de Conseil du Roi. C'est dans ce Conseil qu'il faut trouver l'origine lointaine de la Cour de Cassation, car c'est devant lui que sont portés les recours de ceux qui demandent la révision et la rétractation des arrêts rendus contre eux.

Philippe Le Bel, par l'ordonnance du 23 mars 1302, réglemente pour la première fois le recours à porter devant le Conseil du Roi contre les arrêts des Cours Souveraines. Ce recours est soumis dès l'origine à l'obtention des lettres de grâce. Il est en réalité encore très différent de notre recours en cassation. C'était en effet pour erreur de fait qu'étaient formulées « les propositions d'erreur ». Elles visaient à la rétractation totale de la décision intervenue, et à son remplacement par une sentence nouvelle émanée du Conseil du Roi. Tel est du moins l'avis des jurisconsultes les plus autorisés de l'ancien droit (4). La proposition d'erreur qui était autrefois en usage, dit Jousse (5), était un moyen pour faire rétracter un arrêt ou un jugement rendu en dernier ressort, quand ce jugement avait été rendu sur une erreur de fait, car, à l'égard

(3) Plassard, Des ouvertures communes à cassation et à requête civile. Thèse Paris, 1924, p. 37.

(4) Charondas (annotation sur le chapitre 27 du livre III du Grand Coutumier; Bouchet (Trésor du Droit Français V^e proposition d'erreur); Duret, Sur l'Ordonnance de Blois). Seul Henrion de Pansay est d'un avis différent : De l'autorité judiciaire en France, t. I, p. 66; (nouvelle édition, Paris 1827).

(5) Commentaire de l'Ordonnance de 1667 sur l'article 42 du titre 35, cité par Chenon : Origines, conditions et effets de la cassation, p. 27.

de l'erreur de droit, elle n'a jamais été reçue contre ces sortes de jugement.

Il semble d'ailleurs que la proposition d'erreur ait donné naissance, non pas au recours en cassation, mais à la requête civile (6). C'est plutôt dans les lettres de chancellerie que l'on peut trouver l'origine du recours en cassation (7). Celles-ci étaient diverses : lettres d'évocation par lesquelles le Roi enlevait un procès aux cours souveraines pour en connaître lui-même, lettres de *committimus*, qui accordaient à certains fonctionnaires le droit d'être jugés par un tribunal privilégié, lettres d'Etat par lesquelles le Roi suspendait le jugement des affaires intéressant des personnes absentes pour service public. Si la juridiction saisie passait outre à ces lettres, sa décision encourait la cassation.

On voit naître également la cassation pour contrariété d'arrêts, deux ou plusieurs parlements s'étant saisis de la même affaire.

Enfin, au cours du seizième siècle, la cassation apparaît comme sanction de la violation des ordonnances, d'abord comme sanction de quelques ordonnances particulières qui la prévoient expressément (notamment l'Ordonnance de janvier 1563, art. 30, et l'Ordonnance de Moulins de février 1566), puis comme sanction générale de l'inobservation des ordonnances quelles qu'elles soient. L'ordonnance de Blois de mai 1579, article 208, après avoir rappelé la nécessité d'observer les ordonnances, enjoint à tous « ...juges, magistrats, officiers et autres juges tant

(6) Plassard, *op. cit.*, p. 40.

(7) Marty, *La distinction du fait et du droit*. Thèse Toulouse, 1929, p. 40.

seigneurs ecclésiastiques que séculiers, de les garder et faire garder tant ès jugement de procès qu'autrement, sans y contrevenir, ni s'en dispenser pour quelque raison et sous quelque prétexte que ce soit, d'équité ou autrement, déclarant les jugements, sentences et arrêts qui seront données contre les formes et teneurs d'icelles (les ordonnances) nuls et de nul effet et valeur ».

Cette cassation pour inobservation des ordonnances était une prérogative du monarque, qui intervenait pour faire respecter la loi. mais elle n'était pas consacrée officiellement comme pouvant intervenir à la suite d'un recours formé par les parties.

Cependant différents auteurs ont voulu voir dans l'ordonnance de 1579 la consécration de la cassation sur recours des parties. Ils se sont basés sur l'article 9 de l'Ordonnance de Blois qui dispose : « Déclarons que les arrêts de nos cours souveraines ne pourront être cassez ni rétractez que par les voyes de droict qui sont la requeste civile, la proposition d'erreur et **par les formes portées par nos ordonnances**; ni l'exécution d'iceux arrests suspendue ou retardée par simple requeste à nous présentée en nostre conseil privé ». Les voies de droit ayant pour objet la rétractation de la décision seraient la requête civile et la proposition d'erreur. Le recours en cassation serait désigné par « les formes portées dans nos ordonnances » (8).

Mais il est douteux que l'ordonnance de Blois ait eu la portée qui lui est ainsi attribuée (9). Il est beaucoup plus

(8) Henrion de Pensay, *op cit.*, p. 396 et s.; Tarbe, *Lois et Règlements à l'usage de la Cour de Cassation*, p. 12; Chenon, *op. cit.*, p. 35.

(9) Dalloz, *Jurisprudence Générale V^o Cassation (Cour de)*; Marty, *op. cit.*, p. 45.

probable que le recours en cassation formé par les parties se développa à la même époque, soit à la fin du seizième siècle, par voie de pure pratique; et ce sans être consacré législativement. L'Ordonnance sur la Procédure Civile d'avril 1667, qui abroge la proposition d'erreur pour ne laisser subsister que la requête civile, ne règle pas non plus le recours en cassation, mais il ne faut pas en déduire que ce recours n'existait pas. On trouve en effet les textes concernant cette voie de recours dans les règlements et arrêts du Conseil des Parties. C'est ainsi qu'un arrêt du Conseil du 14 septembre 1684 indique la manière de se pourvoir en cassation.

D'ailleurs, si l'ordonnance de 1667 ne règle pas le recours en cassation formé par les parties, du moins proclame-t-elle à nouveau le droit pour le Roi d'annuler les arrêts rendus en contravention des ordonnances : « Déclarons tous arrêts et jugements qui seront donnés contre les dispositions de nos ordonnances, édits et déclarations, nuls, et de nul effet et valeur ».

Quant au recours en cassation formé par les parties, il prend à la fin du dix-septième siècle et au dix-huitième siècle une grande extension, il est dorénavant considéré comme une voie de recours régulière ouverte aux plaideurs.

Le règlement du 28 juin 1738, œuvre du Chancelier d'Aguesseau, fixa la forme de procéder au Conseil des Parties. Il régit encore notre Cour de Cassation. Le décret du 27 novembre 1790, qui institua le « Tribunal de Cassation », dispose en effet que « provisoirement et jusqu'à ce qu'il en ait été autrement statué, le règlement qui fixait la forme de procéder au Conseil des Parties sera exécuté

au Tribunal de Cassation ». Ce règlement est toujours en vigueur.

Les mémoires demandés par Louis XV à deux de ses conseillers Gilbert des Voisins et Joly de Fleury sont intéressants à consulter si l'on veut connaître les caractères du recours en cassation à la fin de l'Ancien Régime.

Gilbert des Voisins distingue nettement l'appel du recours en cassation : « L'appel, dit-il, remet le fond en question, la cassation, au contraire, attaque un arrêt revêtu d'une pleine autorité dont il ne peut être dépouillé qu'autant qu'il excède les bornes légitimes, ce qui donne prise à la cassation pour ne casser qu'en ce point sans toucher au reste. »

Il énumère les ouvertures à cassation : vices de forme, excès de pouvoir, contravention aux ordonnances. Il signale cette dernière ouverture comme le moyen de cassation le plus clair et le plus précis, et comme ayant lieu en toutes sortes de matières, soit du fond, soit de la forme. Il indique également que « la cassation est moins un acte de juridiction que de puissance ».

Joly de Fleury dit dans quel esprit s'interprètent les règles du recours en cassation : toujours contre le demandeur. « On n'écoute que les moyens qui sont fondés sur une contravention claire et précise aux ordonnances, encore faut-il qu'il soit question d'une disposition importante. »

A la fin de l'ancien régime le recours devant le Conseil des Parties présente tous les caractères de notre recours en cassation. C'est une voie de recours régulièrement ouverte aux plaideurs qui prétendent que la décision qui leur fait grief a été rendue en violation de la loi. Mais la

cassation avait également une portée politique qu'elle n'a plus aujourd'hui, le Roi en usait pour imposer aux Cours Souveraines le respect de sa volonté.

LE TRIBUNAL DE CASSATION

LA COUR DE CASSATION

La chute de la monarchie devait entraîner avec la disparition du Conseil du Roi, celle du Conseil des Parties. Mais en réalité celui-ci devait survivre, sous un autre nom et en conservant la plupart de ses attributions. C'est que cette institution, telle qu'elle s'était progressivement établie et perfectionnée au cours de l'Ancien Régime, répondait à des nécessités profondes : nécessité d'assurer une stricte observation de la loi, nécessité d'établir l'unité de jurisprudence, corrélatrice à cette unité de législation qui était le rêve des réformateurs de l'Assemblée Constituante.

Dès le décret du 20 octobre 1789, l'Assemblée autorise le Conseil du Roi à se prononcer sur les instances alors pendantes et à continuer provisoirement ses fonctions, comme par le passé, jusqu'à ce que le pouvoir judiciaire ait été organisé.

Lorsqu'elle procéda à cette organisation, la Constituante mit à la tête du pouvoir judiciaire, le Tribunal de Cassation et supprima alors le Conseil des Parties. Mais il n'y eut aucune interruption entre le fonctionnement de ces deux institutions. Le décret du 27 novembre 1790 stipule : « Le Conseil des Parties est supprimé et il cessera ses fonctions le jour que le Tribunal de Cassation aura été installé » (art. 30).

Le Tribunal de Cassation fut institué par la loi des 27 novembre-1^{er} décembre 1790 qui définissait ainsi ses attributions : « Les fonctions du Tribunal de Cassation
« seront de « prononcer sur toutes les demandes en cas-
« sation contre les jugements rendus en dernier ressort,
« de juger les demandes de renvoi d'un tribunal à un
« autre pour cause de suspicion légitime, les conflits de
« juridictions, et les règlements de juges, les demandes
« de prises à parties contre un tribunal entier (art. 2). Il
« **annulera toutes les procédures dans lesquelles les for-**
« **mes auront été violées et tout jugement qui contiendra**
« **une contravention expresse au texte de la loi.** Et jusqu'à
« la formation d'un corps unique de lois civiles, la viola-
« **tion des formes prescrites à peine de nullité et la con-**
« **travention aux lois particulières aux différentes parties**
« **de l'empire donneront ouverture à cassation.** Sous au-
« cun prétexte et dans aucun cas, **le Tribunal ne pourra**
« **connaître du fond des affaires.** Après avoir cassé les
« procédures ou le jugement, il renverra le fond des affai-
« res aux Tribunaux qui devront en connaître, ainsi qu'il
« sera fixé ci-après » (art. 3).

La loi de 1790 consacra l'examen préalable des pourvois par un Bureau dit des Requêtes qui avait le pouvoir de les rejeter définitivement. Deux sections furent ainsi créées : une section ou bureau des requêtes, une section de cassation (art. 10), puis une troisième section leur fut adjointe : la section criminelle.

Les articles 19, 20 et 21 réglèrent les effets de la cassation et prescrivirent le renvoi devant un autre Tribunal. L'affaire serait plaidée de nouveau et il pourrait y avoir encore une demande en cassation.

Les élections des membres du Tribunal eurent lieu au début de 1791. La loi des 14-17 avril 1791 fixa la date d'installation du Tribunal de Cassation et renvoya devant lui pour y être instruits et jugés les procès en cassation pendant devant le Conseil des Parties. Il n'y avait rien de changé dans l'instruction et le jugement des pourvois. Comme nous l'avons vu, l'ordonnance du 28 juin 1738 resta en vigueur. Mais un corps exclusivement judiciaire était substitué à un corps qui avait un caractère semi-judiciaire, semi-administratif.

Les règles posées par la loi d'institution du Tribunal de Cassation furent inscrites dans les constitutions de 1791 et de 1793.

Un certain nombre de décrets-lois furent encore pris concernant le Tribunal de Cassation, notamment celui des 16-29 septembre 1791 réglant le recours en cassation en matière criminelle, mais qui ne présente plus qu'un intérêt historique, le Code d'Instruction Criminelle étant intervenu depuis.

Le décret du 4 germinal an II (24 mars 1794) confirme et précise certaines dispositions de la loi du 27 novembre 1790 qui auraient donné lieu, semble-t-il, à quelques hésitations.

L'art. 4 de ce décret déclare couvertes les nullités de procédure qui n'ont pas été proposées avant le débat sur le fonds, et non recevables devant le Tribunal de Cassation les moyens non soumis préalablement aux juges du fond.

L'article 6 impose au Tribunal l'obligation de motiver à l'avenir tous les jugements par lesquels il rejettera les requêtes en cassation, alors que la loi du 27 novembre (article 17), se bornait à exiger la mention du texte.

Le Code de Procédure Civile (art. 141) et l'article 7 de la loi du 20 avril 1810 devaient imposer cette obligation à toutes les juridictions sous peine de nullité.

L'obligation pour le Tribunal de Cassation de motiver ses jugements fut étendue aux décisions rendues en matière criminelle par la loi du 9 messidor an II (27 juin 1794).

La Constitution du 5 fructidor an III interdit au Corps Législatif d'annuler les jugements du Tribunal de Cassation (art. 264 de la Constitution).

La Convention, en dépit de cette interdiction, se saisit par voie de pétitions des décisions rendues et s'attribua le droit de les annuler.

Il fut même question à un moment d'étendre les attributions données au Tribunal de Cassation et de le charger soit de réformer, soit d'annuler, soit de réviser les jugements rendus par les tribunaux inférieurs (décret du 28 pluviôse an III) (14 février 1795).

Les principes fondamentaux du recours en cassation étaient ainsi mis en péril, puisque le Tribunal aurait eu le droit de connaître le fond du litige. Ces projets n'eurent heureusement pas de suite.

Des dispositions furent prises pour hâter l'examen des affaires (décrets des 27 juillet et 22 août 1793). Dans ce but, le Tribunal fut autorisé provisoirement à se diviser en trois sections. Cette division fut consacrée définitivement par la loi du 2 brumaire an IV (24 octobre 1795).

Enfin, un arrêté du Directoire exécutif du 28 vendémiaire an V (19 octobre 1796) institua le Bulletin du Tribunal de Cassation.

Chaque constitution nouvelle visait le Tribunal de Cas-

sation, confirmait son existence et ses attributions et consacrait à nouveau le principe que ce corps n'était pas un troisième degré de juridiction.

L'article 66 de la Constitution du 22 frimaire an VIII est sur ce point particulièrement formel : « Le Tribunal de Cassation, prescrit ce texte, ne connaît pas du fond des affaires, mais il casse les jugements rendus sur des procédures dans lesquelles les formes ont été violées, ou qui contiennent quelque contravention expresse à la loi, et il renvoie le fond du procès au Tribunal qui doit en connaître ». Cette formule, qui figurait déjà dans la constitution du 5 fructidor an III, est excellente.

La loi du 27 ventôse an VIII (18 mars 1900) fixe les bases de l'administration de la justice, bases qui sont encore celles de notre organisation judiciaire actuelle.

Le titre VI de la loi du 27 ventôse an VIII codifie et complète les règles régissant le Tribunal de Cassation en ce qui concerne sa composition, la répartition des services et leur fonctionnement, les conséquences des arrêts du Tribunal. Aux termes de la loi du 27 novembre 1790, quand un jugement avait été cassé deux fois et qu'un troisième tribunal avait jugé en dernier ressort de la même manière, la question ne pouvait plus être portée devant le Tribunal de Cassation qu'elle n'eût été soumise au Corps Législatif qui rendait un décret déclaratoire de la loi.

La constitution de l'an III prévoyait l'intervention du Corps Législatif quand après une première cassation, le jugement était attaqué par les mêmes moyens que le premier. Le Corps Législatif devait alors édicter une loi à laquelle le Tribunal de Cassation était obligé de se conformer.

La loi du 27 ventôse an VIII supprima l'intervention du Corps Législatif et décida que la question serait portée devant toutes les sections réunies du Tribunal de Cassation, mais elle ne précisa pas quels seraient les effets de la décision des Sections réunies.

L'article 88 de la loi du 27 ventôse an VIII reprit les dispositions de l'article 25 de la loi du 27 novembre 1790 qui attribuaient au Commissaire du Gouvernement le droit de se pourvoir dans l'intérêt de la loi. La loi de ventôse exigea, en outre, que le Commissaire du Gouvernement fût entendu dans toutes les affaires.

Lors de la création de l'Empire héréditaire, le sénatus-consulte du 28 floréal an XII (18 mai 1804) décida que le Tribunal prendrait le nom de Cour de Cassation. Le Commissaire du Gouvernement se vit attribuer le titre de Procureur Général Impérial, tandis qu'aux termes d'un décret du 19 mars 1810, les juges eurent droit au titre de conseillers.

Le Code de Procédure Civile ne réglementa pas la procédure devant les chambres civiles de la Cour de Cassation, procédure qui est toujours régie, comme nous l'avons déjà indiqué, par le Règlement du 28 juin 1738, mais le Code d'Instruction Criminelle posa les règles du pourvoi en matière pénale.

Enfin la loi du 20 avril 1810 sur l'organisation de l'ordre judiciaire contient dans ses articles 7, 59 et 63 des règles applicables à la Cour de Cassation.

Sous la Restauration, la loi du 30 juillet 1828 définit les suites à donner à un deuxième arrêt de cassation rendu entre les mêmes parties sur un pourvoi invoquant les mêmes moyens. Aux termes de cette loi, c'était à la

Cour de renvoi, saisie par le deuxième arrêt de cassation, qu'il appartenait de rendre la décision définitive. Dans la session législative suivante, une loi interprétative devait être proposée aux Chambres. Une telle loi, qui subordonnait en définitive la Cour de Cassation aux Cours d'appel, était destructive de l'unité de jurisprudence. Aussi est intervenue la loi du 1^{er} avril 1837 qui créa un régime qui depuis lors ne fut pas modifié. Lorsqu'après la cassation d'un arrêt le deuxième arrêt rendu par la Cour de renvoi, dans la même affaire, entre les mêmes parties, procédant en la même qualité, est attaqué par les mêmes moyens, la Cour de Cassation prononce toutes Chambres réunies. Si le deuxième arrêt est cassé pour le même motif que le premier, la Cour de renvoi doit se conformer à la décision des Chambres réunies sur le point de droit jugé par elles. L'interprétation du point de droit donnée par celles-ci forme la règle que doit appliquer la Cour de renvoi.

Mais si la Cour de Cassation interprète ainsi la loi et si son interprétation s'impose aux juges du fond, ce n'est que par rapport à une affaire déterminée, elle ne donne pas d'arrêt de règlement, ce en quoi elle diffère essentiellement du Conseil des Parties. L'un des principaux offices de celui-ci était en effet de rendre des arrêts de règlement, qui avaient un véritable caractère législatif et qui mettaient fin d'office aux conflits qui pouvaient s'élever entre le Conseil et les Parlements et autres Tribunaux auxquels l'affaire était renvoyée au fond. Comme le Roi jugeait dans son Conseil les demandes en cassation, quand les Cours Souveraines s'obstinaient à interpréter la loi dans un sens qu'il réprouvait il évoquait l'affaire, ce qui terminait le procès; l'arrêt qui intervenait alors présentait les

caractères à la fois d'un acte judiciaire et d'un acte législatif. « Ce procédé n'avait rien d'illégal, remarque Henrion de Pansay, puisque le Roi, seul investi du droit de faire la loi, en était le seul interprète » (10).

Notons enfin que la composition de la Cour de Cassation a été récemment modifiée. Une commission supérieure des loyers avait été instituée par la loi du 14 décembre 1920. Puis, un décret-loi du 17 juin 1938 régla à nouveau la composition de la Cour de Cassation. Il a décidé que celle-ci serait désormais divisée en quatre chambres : la Chambre des Requêtes, la Chambre Civile, la Chambre Criminelle et la Chambre Sociale, cette dernière ayant notamment dans ses attributions de connaître des affaires précédemment soumises à la Commission supérieure des loyers et de statuer sur l'admission des requêtes relatives à l'application de la législation des accidents du travail.

De ce rappel sommaire des origines de la Cour de Cassation, il ressort que celle-ci est issue du Conseil des Parties et sur bien des points le continue. Tous deux ont eu et ont comme attribution d'assurer le respect de la loi, mais le Conseil des Parties jouait en outre un rôle politique important qui n'est évidemment pas celui de notre Cour de Cassation. Il importe d'ailleurs de noter entre les arrêts du Conseil des Parties et ceux de la Cour Suprême une différence essentielle, c'est que les premiers n'étaient pas motivés, tandis que les seconds le sont, ce qui doit permettre à la Cour de Cassation de jouer auprès des Cours d'Appel et des tribunaux un rôle de guide qui ne pouvait appartenir au Conseil.

(10) Henrion de Pansay, *op. cit.*, p. 239, t. 2.

Nous avons vu également se dégager les deux caractères essentiels de notre grande institution judiciaire : d'une part la Cour de Cassation ne constitue pas un troisième degré de juridiction, elle ne doit jamais apprécier les faits, suivant la formule de l'article 66 de la constitution du 22 frimaire an VIII, « elle ne connaît pas du fond des affaires », mais elle contrôle si les tribunaux ont correctement appliqué la loi ; d'autre part, elle n'a pas un pouvoir réglementaire et ne règle jamais le droit que par rapport à une affaire déterminée.

II

Du rôle dévolu à la Cour de Cassation Son contrôle sur la qualification légale des faits

La loi de 1837 en décidant que l'interprétation de la loi donnée par la Cour de Cassation toutes Chambres réunies s'imposait aux juges du fond, a fixé définitivement le rôle et la raison d'être de la Cour Suprême : assurer l'unité de jurisprudence corollaire de l'unité de législation. Il résulte d'ailleurs des travaux préparatoires que telle a été bien l'intention du législateur. Le Garde des Sceaux Persil indique : « La Cour de Cassation n'a été établie que pour rendre la jurisprudence conforme. On a pensé qu'à côté de la loi, il était utile d'avoir une juridiction qui en garantissait l'exécution toujours la même, à Bordeaux comme à Paris. Si la Cour de Cassation n'atteignait pas ce but, elle serait inutile ».

Comment la Cour de Cassation remplit son rôle d'assurer l'unité de jurisprudence tout en faisant respecter la loi, c'est ce que M. Gabriel Marty a exposé d'une façon remarquable dans sa thèse sur la distinction du droit et du fait.

Il rappelle qu'il est traditionnel dans la doctrine française de distinguer trois moments dans l'activité du Juge : 1° Vérifier l'exactitude des faits allégués; 2° rechercher la qualification des faits reconnus exacts; 3° déduire enfin de cette qualification les conséquences que la loi y attache et d'où résulte la solution du procès.

La vérification de l'existence des faits allégués est, en principe, souverainement faite par les juges du fond. La

Cour de Cassation n'exerce pas de contrôle sur la constatation des faits, mais elle y arrive cependant indirectement par son contrôle sur la motivation. L'obligation de motiver leurs arrêts résulte pour les juges du fait des dispositions de l'art. 141 du Code de procédure civile, des articles 134, § 2 et 163 du Code d'instruction criminelle et surtout de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810. Cette obligation permet seule à la Cour de Cassation d'exercer son contrôle sur la qualification légale donnée aux faits constatés. En effet, si les décisions qui lui sont déférées ne sont pas suffisamment motivées, la Cour Suprême ne peut vérifier si celles-ci ont donné aux faits une qualification juridique exacte. Aussi quand les juges du fond ne se sont pas expliqués suffisamment sur les circonstances de la cause pour permettre à la Cour de Cassation d'exercer son contrôle, leurs arrêts ou jugements sont cassés pour « manque de base légale » (11).

Sur les deux autres moments de l'activité du juge : qualification juridique des faits, conséquences à en tirer, la Cour de Cassation exerce son contrôle. Elle décide d'une façon constante que si les juges du fond constatent souverainement les faits, il appartient à la Cour de Cassation de vérifier si les faits constatés présentent les caractères juridiques qui leur sont attribués et de déduire de ceux-ci les conséquences juridiques qu'ils comportent.

M. Marty a démontré comment la Cour de Cassation a depuis un demi-siècle développé son contrôle sur la

(11) Sont considérées comme « manquant de base légale » les décisions qui ne se sont pas suffisamment expliquées sur les faits de la cause, comme « entachées de défaut de motifs » les décisions qui n'ont pas répondu aux conclusions des parties.

qualification légale des faits : « La raison en est, dit-il, que par l'identification d'une certaine situation de fait avec une notion légale, toute qualification entraîne une définition de cette notion » (12).

Quant à la question de la déduction des conséquences légales, celle-ci doit également tomber sous le contrôle de la Cour de Cassation : « Il s'agit, en effet, uniquement de déterminer ce que la loi commande lorsque se présente une situation de l'ordre de celle qu'a définie l'opération préliminaire de qualification. C'est là une question d'interprétation plus ou moins délicate des dispositions légales qui tombe évidemment sous le contrôle de la Cour Suprême (13).

Au cours de cette étude, nous rechercherons quel contrôle la Cour de Cassation exerce sur les éléments de la responsabilité civile.

Quiconque entend poursuivre la réparation d'un dommage doit, en principe, prouver non seulement ce dommage, mais la faute de la personne qui l'actionne en responsabilité et une relation de cause à effet, entre cette faute et ce dommage. En outre, il est des cas de responsabilité complexe où le demandeur n'a pas besoin d'établir la faute du défendeur, il lui suffit de prouver que le préjudice dont il se plaint est dû soit au fait des choses ou des animaux placés sous la garde du défendeur, soit au fait des bâtiments dont le défendeur est propriétaire, soit enfin, au fait des personnes qui dépendent du défendeur.

(12) Marty, op. cit., n° 115, p. 205.

(13) Marty, op. cit., n° 108, p. 189.

Nous étudierons successivement le contrôle de la Cour de Cassation sur la faute, sur les cas de responsabilité complexe, sur le préjudice et sur la relation de cause à effet.

CHAPITRE PREMIER

CONTROLE SUR LA FAUTE

Toute faute implique soit la violation d'une obligation imposée, ou par la loi, ou par un contrat, soit un manquement au devoir général de prudence prescrit dans les relations sociales et que sanctionnent les articles 1382 et 1383 du Code Civil.

Contrôle sur la faute légale

Quand la faute a sa source dans une obligation créée par la loi, le droit de contrôle de la Cour de Cassation ne peut faire de doute, puisqu'il lui appartient d'assurer le respect de la loi, d'en préciser le sens et la portée, et d'en fixer l'interprétation. Aussi dans ce domaine spécial de ce qu'on pourrait appeler la faute légale, la Chambre Civile de la Cour Suprême a depuis longtemps exercé son contrôle. Nombreux sont les arrêts de cassation rendus à propos de fautes de personnes dont la profession est réglementée, notamment les officiers ministériels, comme

les notaires (1) et les agents de change (2), les syndics de faillite (3), les capitaines de navire (4).

La Chambre Civile affirme expressément son droit de contrôle : « Attendu, décide-t-elle, dans un de ces arrêts « (5) que c'est sur le fondement des faits de la cause « que l'arrêt attaqué a déclaré le notaire Labourdette « responsable de la perte du legs fait à la commune de « Bourg, que dès lors la Cour de Cassation peut et doit « examiner si ces faits rentrent sous l'application des lois « précitées ».

Quelquefois la Chambre Civile de la Cour de Cassation ne se borne pas à vérifier s'il y a ou non faute au sans de la loi réglant telle ou telle profession, elle se place sur le terrain des articles 1382 et suivants. C'est ainsi que par l'arrêt précité du 21 novembre 1848 (6), elle a décidé, contrairement à la décision des juges de fond, non seulement que l'agent de change condamné n'avait pas méconnu les règles de sa profession, mais, qu' « il n'y avait pas eu d'imprudence ou de négligence ». car les faits invoqués se réduisaient en réalité à ce que l'arrêt avait considéré comme une infraction aux devoirs de l'agent, et que, considérés isolément, ils ne pouvaient suffire à motiver l'application des articles 1382 et suivants.

Dans ce domaine de ce que nous avons pu appeler la faute « légale », où le contrôle de la Cour de Cassation ne paraît pas contestable, la Chambre des Requêtes a ce-

(1) Civ. cass., 9 août 1853, S. 1853. 1. 603; 9 février 1903, S. 1903. 1. 342.

(2) Civ. cass., 21 novembre 1848, D. 1848. 1. 240.

(3) Civ. cass., 15 mars 1852 D. 1852. 1. 86.

(4) 19 mars 1890. S. 1890. 1. 399.

(5) Civ. cass., 9 août 1853, D. 1853. 1. 235.

(6) D. 1848. 1. 240.

pendant hésité à reviser les décisions des juges du fond et a commencé par leur reconnaître un pouvoir souverain d'appréciation (7). Mais dix ans plus tard, en rejetant un pourvoi, elle a tenu à proclamer son droit de contrôle : « Attendu, décide-t-elle, que les juges du fond, après avoir précisé les faits relevés par la demande à la charge de la Chambre Syndicale, ont dû **apprécier** leur caractère au point de vue de la responsabilité invoquée, et **qu'il appartient à la Cour de Cassation, d'examiner, eu égard aux faits déclarés constants par l'arrêt attaqué, si c'est à bon droit que la Chambre Syndicale a été considérée comme n'ayant commis aucune faute**, d'où il suit qu'en décidant que la Chambre défenderesse n'avait commis aucune faute de nature à engager sa responsabilité, les juges du fond ont tiré une juste conséquence des faits par eux souverainement constatés » (8).

Contrôle sur la faute délictuelle

(Art. 1382 et 1383)

Si le droit de contrôle de la Cour de Cassation apparaît comme indiscutable quand il s'agit de la faute « légale », il n'en est pas de même quand la faute consiste dans un manquement au devoir général de prudence prescrit par les articles 1382 et 1383 du Code Civil.

Décider si tel ou tel fait constitue une faute ou tout au moins une imprudence ou une négligence, semble bien au

(7) Req. 17 juillet 1872, D. 1873. 1. 87 notaire.

(8) Req. 27 mars 1882, D. 1882. 1. 193.

premier abord essentiellement une question de fait. Aussi pendant longtemps la Cour Suprême a-t-elle estimé que la faute était appréciée souverainement par les juges du fond. Au cours de la première partie du dix-neuvième siècle de nombreux arrêts des différentes Chambres de la Cour de Cassation déclarent que le point de savoir s'il y a eu ou non faute constitue une appréciation de fait, qui rentre dans le pouvoir souverain des tribunaux (9).

Cependant, peu à peu, la Cour de Cassation fut amenée à une évolution lente et progressive, à exercer son contrôle sur la faute, puis sur les différents éléments de la responsabilité civile. Tout d'abord la loi du 20 avril 1810 (art. 7) et l'art. 1382 du Code Civil lui firent l'obligation de casser les décisions qui condamnaient une partie à des dommages et intérêts sans constater à sa charge l'existence d'une faute (10) ou bien qui rejetaient l'action en indemnité tout en relevant une faute à la charge de la partie défenderesse. Ces cassations pour défaut de motifs ont été et sont encore fréquentes (11).

Pendant longtemps la Chambre des Requêtes se refusa à admettre d'autre contrôle pour la Cour Suprême que ce contrôle sur la motivation.

« Attendu en droit, décide-t-elle, que lorsqu'un procès
« a pour objet une demande en dommages-intérêts à rai-
« son du préjudice causé par un fait quelconque, une sem-

(9) Req., 9 août 1836, S. 1837. 1. 162; 31 mai 1844, D. 1845. 1. 76; 7 novembre 1849, D. 1849. 1. 300; 19 juin 1850, D. 1850. 1. 309; Civ. rej., 15 mai 1848, D. 1848. 1. 111; Crim. rej., 24 avril 1847, D. 1847. 1. 159; 7 juillet 1847, D. 1847. 5. 8.

(10) Civ. cass., 13 juillet 1855, D. 1855. 1. 391.

(11) Civ. cass., 5 février 1868, D. 1868. 1. 128; 1^{er} mars 1932, G. P. 1932. 1. 768; 23 juillet 1934, G. P. 1934. 2. 489.

« blable question réside tout en fait et dès lors est exclusivement soumise à l'appréciation souveraine des juges « du fond » (12). Elle se fonde sur ce que « aucun texte « de loi n'a défini le caractère précis de l'imprudence et « de la négligence qui donne lieu à la responsabilité » (13). Aussi, elle estime « qu'une décision est suffisamment « motivée lorsqu'un juge déclare que la partie condamnée « aux dommages-intérêts est l'auteur de la blessure et « que cette blessure a eu lieu par son imprudence sans « qu'il soit nécessaire d'exprimer dans les motifs quelles « sont les circonstances particulières d'où résulte cette « imprudence »; l'appréciation souveraine de ces circonstances étant exclusivement laissée par la loi aux juges du fait (14).

Contrôle exercé par la Chambre Civile

La Chambre Civile, elle, n'a pas tardé à se reconnaître un droit de contrôle (15). Tous ses arrêts n'ont pas la même portée. C'est ainsi que si par un arrêt du 19 février 1856 (16) la Chambre Civile décide contrairement à la décision des juges du fond que le fait envisagé ne constituait pas une faute, c'est qu'en l'espèce, il s'agissait d'un mineur qui avait souscrit un billet énonçant une fausse cause. La Chambre Civile a estimé « qu'ériger en

(12) Req. 23 avril 1844, S. 1844. 1. 712.

(13) Req. 14 janvier 1851, S. 1852. 1. 638.

(14) Req. 28 novembre 1855, D. 1856. 1. 56, dans le même sens Req. 10 août 1870, D. 1871. 1. 332.

(15) Civ. cass., 21 novembre 1848 (agent de change), S. 1849. 1. 38; D. 1848. 1. 240. Civ. Rej., 19 décembre 1848, S. 1849. 1. 50; Civ. cass. 4 février 1867, S. 1867. 1. 104.

(16) D. 1856. 1. 86.

«quasi délit la faute commise par le mineur en souscrivant
« une telle obligation serait anéantir les effets de la pro-
« tection que la loi a voulu étendre sur sa faiblesse ». Elle
est donc intervenue moins pour réprimer une atteinte à
une notion légale de la faute que pour assurer le respect
de l'article 1305 du Code Civil.

Par un arrêt ultérieur du 5 février 1868, la Chambre
Civile casse encore la décision des juges du fond, mais
cette fois-ci, sans réviser l'appréciation qu'ils ont faite des
circonstances constituant une faute, elle porte son contrôle
sur un autre point sur lequel nous reviendrons : sur les
circonstances considérées par les juges du fond comme
devant relever le défendeur de la responsabilité par lui
encourue. La Chambre Civile estime, contrairement à la
décision qui lui était déférée, que les faits envisagés
n'avaient pas cette « portée légale » (17).

Puis la Chambre Civile s'enhardit dans l'exercice de
ce contrôle. Elle substitue son appréciation des faits à
celle des juges du fond. Elle estime que tel fait invoqué
« ne présente pas le caractère de la faute prévue par les
« articles 1382 et 1383 du Code Civil (18), que les faits
constatés et précisés ne présentent nullement les carac-
tères juridiques de la faute prévue par les articles 1382
et 1383 du Code Civil (19).

Trois ans plus tard, elle affirme expressément son droit
de contrôle : « Attendu, décide-t-elle, que la **qualification**
« **légale** des faits sur lesquels l'arrêt attaqué se fonde est
« soumise au contrôle de la Cour de Cassation à laquelle

(17) Civ. cass., 5 février 1868, D. 1868. 1. 128.

(18) Civ. cass., 5 avril 1872, D. 1872. 1. 165.

(19) Civ. cass., 5 avril 1873, S. 1873. 1. 174.

« il appartient de vérifier si, **en droit**, ils constituent une
« faute engageant la responsabilité de X » (20).

Contrôle exercé par la Chambre des Requêtes

A partir de 1877, la Chambre des Requêtes se reconnaît également un droit de contrôle, « attendu, décide-t-elle, « que l'arrêt attaqué, en décidant que les faits ainsi constatés et précisés constituent à la charge de X la faute « personnelle prévue par l'article 1382 du Code Civil, « n'a fait que tirer une juste conséquence des faits par « lui souverainement appréciés » (21). « Attendu, décide-t-elle encore, que la Cour d'X. a pu trouver dans les « faits qu'elle constate souverainement et dans les circonstances concomitantes du retrait de l'agence, les éléments d'une faute constitutive de l'abus du droit de résiliation et donnant ouverture à des dommages-intérêts » (22).

Les arrêts de la Chambre des Requêtes sont toujours des arrêts de rejet qui n'ont souvent la valeur que de décisions d'espèce. Aussi ont-ils toujours moins de portée que ceux de la Chambre Civile. C'est dans ces derniers arrêts, surtout dans les arrêts de cassation, qu'il est intéressant d'étudier le contrôle exercé par la Cour Suprême.

Dorénavant la Chambre Civile, à part quelques arrêts isolés, ne cessera pas d'exercer un contrôle sur la faute.

(20) Civ. cass., 12 janv. 1875, D. 1875. 1. 146.

(21) Req. 27 mars 1882, S. 82. 1. 305.

(22) Req. 18 novembre 1935, G. P., 1936. 1. 246. Voir également Req. 7 février 1877, S. 1877. 1. 276; 6 février 1878, S. 1879. 1. 256.

Elle décide d'une façon constante que s'il appartient aux juges du fond de **constater** souverainement les circonstances d'où dérive la responsabilité d'un fait dommageable, l'**appréciation** à laquelle ils se livrent de ces mêmes circonstances en leur imprimant le **caractère légal de la faute**, est susceptible d'être révisée par la Cour de Cassation (23). Elle déclare encore que « si les tribunaux appré-
« cient souverainement les faits, il appartient à la Cour
« de Cassation d'apprécier si les faits constatés présentent
« les **caractères juridiques de la faute** prévue par la loi
« et engagent la responsabilité de leurs auteurs » (24).

Dans les arrêts de rejet de la Chambre Civile, le droit de contrôle est également affirmé plus ou moins explicitement : « Attendu, déclare la Chambre Civile, qu'en déci-
« dant d'après l'ensemble des faits ainsi constatés que X
« et V ont commis des fautes graves qui ont causé le pré-
« judice souffert par Z et en les condamnant à réparer
« ce préjudice, l'arrêt attaqué n'a violé ni l'article 1382
« ni aucun autre texte » (25).

Contrôle exercé par la Chambre Criminelle

La Chambre Criminelle de la Cour de Cassation s'est également reconnu un pouvoir de contrôle sur les faits de négligence et d'imprudence prévus par l'article 319 du Code pénal. Elle déclare que : « si les déclarations de faits

(23) Civ. cass., 22 octobre 1890, D. 1892. 1. 342; 17 juillet 1933, D. H. 1933, page 522.

(24) Civ. cass., 28 février 1910, D. 1913. 1. 43.

(25) Civ. rej., 2 août 1877, D. 1878. 1. 36.

« (effectuées par les juges du fond) sont souveraines, il
« n'en est pas de même de l'application légale que l'arrêt
« en a faite en décidant que l'acte (envisagé) ne consti-
« tue ni maladresse ni imprudence et ne tombe pas sous
« l'application de l'article 319 du Code Pénal. que cette
« décision en droit relève essentiellement de la Cour de
« Cassation ». Et en l'espèce à elle soumise, la Chambre
Criminelle estime : « Que dans l'état des faits par lui
« constatés, l'arrêt attaqué n'a pu décider qu'ils étaient
« exempts de toute espèce d'imprudence **sans mécon-**
« **naître le caractère légal** que leur imprimaient néces-
« sairement les dispositions de l'article 319 et sans violer
« ledit article » (26).

Par ses arrêts récents, la Chambre Criminelle maintient, au moins implicitement, son droit de contrôle, et elle casse les décisions qui, à son sens, reconnaissent ou méconnaissent à tort l'existence du délit par imprudence (27) ou qui ne précisent pas la faute dont le prévenu se serait rendu coupable (28).

Il semble cependant que la Chambre Criminelle reconnaisse plus facilement que la Chambre Civile un pouvoir d'appréciation aux juges du fond. C'est ainsi que par un arrêt du 3 mai 1935 (29), elle décide « qu'en l'état de
« ces constatations, l'arrêt attaqué **par une appréciation**
« **souveraine des faits qui échappe au contrôle de la Cour**

(26) Crim. cass., 12 novembre 1875, D. 1876. 1. 41. Voir également Crim. rej., 7 novembre 1873, D. 1874. 1. 95, qui reconnaît aux juges du fond un pouvoir souverain d'appréciation, mais qui approuve leur décision, ce qui implique un contrôle.

(27) Crim. cass., 12 avril 1930, G. P. 1930. 2. 95.

(28) Crim. cass., 9 janvier 1930, G. P. 1930. 1. 306; 15 avril 1932, G. P. 1932. 2. 258.

(29) G. P. 1935. 2. 8.

« **de Cassation.** a pu déclarer Ragot coupable d'avoir par
« négligence causé la mort des époux Dupuis ».

Dans une note sous un arrêt de rejet du 31 octobre 1926 (30), M. Roux s'inquiétait déjà de cette tendance de la Chambre Criminelle à s'incliner devant les décisions des juges du fond. Cependant cet arrêt du 21 octobre 1926 décidait simplement que « la constatation des faits d'im-
« prudence, de négligence, d'inattention, rentrait dans les
« attributions souveraines des juges du fond », ce qui est incontesté; il réservait d'ailleurs implicitement le contrôle de la Cour de Cassation en approuvant la décision attaquée qui, disait-il, « **a pu**, dans les circonstances ci-dessus
« précisées, condamner N... pour blessures par impru-
« dence sans violer aucune des dispositions de la loi sus-
« visée ».

M. Roux insiste sur la nécessité du contrôle de la Cour de Cassation sur les faits de négligence et d'imprudence prévus par les articles 319 et 320 du Code Pénal. Il remarque que la loi pénale exige pour qu'il y ait délit par imprudence, une négligence, une imprudence, un défaut d'adresse ou d'attention. « Le sens de ces expressions, dit-il, qui figurent dans la définition légale du délit par im-
« prudence, ne doit pas être laissé à l'appréciation va-
« riable des juges du fait, il doit être uniforme et constant
« pour que l'application de la loi pénale soit à son tour
« uniforme et constante... Dès qu'il s'agit de qualifier le
« fait reconnu « par les juges du fond », dès lors que l'on
« veut en dégager une conséquence légale, on pénètre dans
« le domaine de l'interprétation de la loi pénale, et celle-
« ci est sous la garde de la Cour de Cassation ».

(30) S. 1927. 1. 33.

L'arrêt du 3 mai 1935 semble bien contredire ces principes, et marquer un revirement de jurisprudence, puisqu'il reconnaît aux juges du fond un pouvoir souverain d'**appréciation** « qui échappe au contrôle de la Cour de « Cassation ». Il maintient cependant, par les mots « **a pu** » le principe du droit de censure de la Cour Suprême.

Mais depuis cet arrêt, la Chambre Criminelle a de nouveau affirmé son droit de contrôle sur les faits de négligence et d'imprudence constitutifs du délit par imprudence. Par un arrêt de cassation du 10 octobre 1940 (31) et statuant dans une espèce où il s'agissait d'une collision entre deux véhicules à un carrefour, elle a décidé que « la Cour d'appel, en affirmant que la faute unique et « génératrice de l'accident incombait à la victime, et en « disant n'y avoir lieu d'examiner si la demoiselle B... « avait satisfait à ses obligations réglementaires, n'avait « pas permis à la Cour de Cassation d'exercer **son contrôle** et que son arrêt manquait de base légale ».

Si l'on doit déduire de l'arrêt du 3 mai 1935 que la Chambre Criminelle entend reconnaître un certain pouvoir d'appréciation aux juges du fond tout en maintenant son contrôle, il est toutefois impossible de fixer la limite entre ce qui est appréciation souveraine, et ce qui peut tomber sous la censure de la Cour de Cassation.

Contrôle sur la faute contractuelle

La Cour de Cassation, du moment qu'elle exerçait un contrôle sur la faute délictuelle, devait également en exer-

(31) G. P. 1940. 2. 80.

cer un sur la faute contractuelle, mais ici son rôle est plus délicat, car la faute contractuelle s'apprécie par rapport à un contrat qu'il s'agit d'interpréter. Or, en matière de contrat, la Cour de Cassation a reconnu pendant très longtemps un pouvoir presque souverain aux juges du fond. Aujourd'hui encore, elle ne censure leurs décisions que lorsque, sous prétexte d'interprétation, ils ont dénaturé le sens clair et précis de la convention (32).

Il en résulte que, des deux appréciations auxquelles ont dû se livrer les juges du fond : appréciation du contrat, appréciation des faits par rapport à ce contrat, la Cour de Cassation ne devrait le plus généralement faire porter son contrôle que sur la seconde de ces appréciations, mais celle-ci est tellement solidaire de la première, que la Cour de Cassation en arrive à contrôler l'ensemble de ces deux appréciations.

Ce contrôle exercé par la Cour de Cassation sur la faute contractuelle est des plus intéressants, car il l'a conduit à définir les obligations résultant de certains contrats types qui tiennent des places importantes dans la vie moderne, tels le contrat de transport, le contrat de travail, le contrat de société, le contrat médical, etc.

La Cour a d'abord été amenée à rappeler le principe que si, en matière de délit ou de quasi délit, toute faute quelconque oblige son auteur à réparer le dommage provenant de son fait, il n'en est pas de même lorsqu'il s'agit d'une faute commise dans l'exécution d'une obligation résultant d'un contrat; le débiteur répond seulement de

(32) Req. 11 juillet 1876, D. 1876. 1. 176; Civ. rej., 7 janvier 1931, G. P. 1931. 1. 261; Crim. rej., 4 mai 1933, G. P. 1933. 2. 344.

la faute que ne commettrait pas le bon père de famille (33).

Notons également que la Cour de Cassation se reconnaît le droit de décider d'après l'exploit introductif d'instance et les conclusions des parties si les faits relevés constituent une faute contractuelle ou un quasi délit (34).

CONTRAT DE TRANSPORT DE MARCHANDISES

En matière de contrat de transport de marchandises, le contrôle de la Cour de Cassation se conçoit d'autant mieux que celui-ci est étroitement réglementé par la loi (Art. 103 du Code de Commerce) et pour les transports par chemins de fer par des arrêtés ministériels et des tarifs, pour les transports par air, par la loi du 31 mai 1924. Ainsi, lorsque sous le régime du tarif spécial G. V. 1-101 les juges du fond ont condamné la Compagnie de Chemins de Fer à des dommages-intérêts, les animaux expédiés étant arrivés asphyxiés à destination, pour le motif que celle-ci n'aurait pas démontré le vice propre de la chose, la Cour de Cassation a annulé leur décision : elle s'est fondée d'une part sur ce que la Compagnie n'était pas tenue de mettre à la disposition de l'expéditeur des wagons d'un type déterminé, d'autre part que, aux termes du tarif susvisé, les expéditeurs doivent donner à leurs animaux, pendant le cours du transport, les soins nécessaires pour assurer leur conservation, qu'en s'en abstenant, ils avaient commis une faute génératrice du dommage (35).

(33) Civ. rej., 11 janvier 1922, D. 1922. 1. 16.

(34) Civ. cass., 26 janvier 1915. D. 1916. 1. 47.

(35) Civ. cass., 2 août 1938, G. P. 1938. 2. 683.

CONTRAT DE TRAVAIL

En matière de contrat de travail, nous avons déjà vu que la Cour de Cassation exerçait un contrôle sur la faute de l'ouvrier qui dispense le patron de l'observation du délai de préavis, et sur celle qui le dispense du paiement de l'indemnité de congé payé, et que ce contrôle s'exerçait sur les qualités de cette faute d'une manière assez rigoureuse. Il s'exerce bien entendu par rapport au contrat de travail qui se présente généralement sous forme de contrat collectif. La Cour de Cassation se trouve donc amenée à vérifier l'interprétation qu'en ont donnée les juges du fond, et à la reviser lorsqu'elle estime que cette interprétation dénature le sens de la convention (36).

FAUTE DU MANDATAIRE

Dans beaucoup de contrats, la faute de la partie est très difficile à apprécier, le contrôle de la Cour de Cassation en est rendu particulièrement délicat. Ainsi en matière de mandat, la faute dont répond le mandataire est la « *culpis levis in abstracto* », c'est-à-dire la faute que ne commettrait pas le bon père de famille. Mais l'article 1992 décide que « la responsabilité relative aux fautes est appliquée moins rigoureusement à celui dont le mandat est gratuit qu'à celui qui reçoit un salaire » (37). D'autres éléments interviennent encore pour l'appréciation de cette faute du mandataire : la nature du mandat, les

(36) Civ. cass., 22 juin 1938, G. P. 1938. 2. 273, ss. note.

(37) Req., 21 janvier 1890, D. 1891. 1. 380.

intentions du mandant, les facultés du mandataire connues ou non du mandant, l'influence plus ou moins grande du mandant sur le mandataire et sur l'accomplissement du mandat de celui-ci. Tous ces éléments, la Cour de Cassation est amenée à les prendre en considération, pour exercer son contrôle sur l'appréciation que les juges du fond ont pu donner de la faute du mandataire.

FAUTE DE L'ADMINISTRATEUR DE SOCIÉTÉ

La loi du 16 novembre 1940 est encore trop récente pour que la Cour de Cassation ait pu déjà exercer son contrôle sur la faute des administrateurs de sociétés appréciée suivant cette loi, mais sur le seul terrain de la loi de 1867, les administrateurs sont des mandataires responsables comme tels des fautes commises dans leur gestion même par simple négligence et les juges du fond sont tenus de s'expliquer sur les fautes qui leur sont imputées (38). En particulier la Cour de Cassation a eu l'occasion de décider que les administrateurs peuvent être déclarés responsables des fautes commises par l'administrateur délégué, car ils restent « en vertu de leur mandat, obligés de contrôler et surveiller la gestion de leur substitué (39).

Vis-à-vis des tiers, la responsabilité des administrateurs n'est évidemment pas une responsabilité contractuelle, mais délictuelle, toutefois, pour apprécier celle-ci, il faut vérifier s'ils ont correctement rempli les obligations qui leur incombaient en vertu de leur mandat, une de ces obli-

(38) Civ. cass., 23 juillet 1931, G. P. 1931. 2. 606.

(39) Req. 16 février 1937, G. P. 1937. 1. 807.

gations consiste précisément, comme nous l'avons déjà dit, à surveiller la gestion de l'administrateur délégué. tout au moins sous l'empire de la loi de juillet 1867 (40).

RESPONSABILITÉ MÉDICALE

Une responsabilité également délicate à apprécier est la responsabilité médicale. Y a-t-il une responsabilité médicale et si elle doit être reconnue est-elle délictuelle ou contractuelle ? Telles sont les questions qui se posent tout d'abord. Il est évidemment certain que le médecin est responsable dans les termes du droit commun de l'article 1382 des fautes qu'il commet dans l'exercice de sa profession (41). Mais existe-t-il un contrat entre le malade et son médecin, et quelles sont les obligations qui sont mises à la charge du médecin par ce contrat ? La Cour de Cassation a eu à trancher cette importante question, et après les remarquables conclusions déposées par M. le Procureur général Matter, elle a décidé qu'« il se forme entre le médecin et son client un véritable contrat, comportant pour le praticien l'engagement, sinon bien évidemment de guérir le malade, du moins de lui donner des soins non pas quelconques, mais consciencieux, attentifs, et, réserve faite de circonstances exceptionnelles, conformes aux données acquises de la science, que la violation, même involontaire, est sanctionnée par une responsabilité de nature également contractuelle » (42).

(40) Req. 11 décembre 1929, G. P. 1929. 1. 300; 1^{er} mars 1938, G. P. 1938. 1. 806.

(41) Civ. rej., 29 nov. 1920; G. P. 1921. 1. 68, S. 1921. 1. 119; 11 janvier 1932, G. P. 1932. 1. 567, S. 1932. 1. 110.

(42) Civ. rej., 20 mai 1936, G. P. 1936. 2. 41; 18 janvier 1938, G. P. 1938. 1. 314.

Rapports entre les responsabilités délictuelle et contractuelle

Qu'il s'agisse de faute délictuelle ou de faute contractuelle, l'appréciation que donnent de ces fautes les juges du fond est donc contrôlée par la Cour Suprême. Mais celle-ci porte sur un autre point encore sa censure, c'est sur les rapports et les limites qui existent entre les responsabilités délictuelle et contractuelle.

Elle pose d'abord, en principe, que, si, dans les rapports entre les parties, l'action en responsabilité de la faute commise par l'une d'elles dans l'exécution de la convention ne peut être fondée sur les articles 1382 et suivants du Code Civil, il en est autrement lorsque cette action est introduite par un tiers étranger au contrat (43).

CUMUL DES DEUX RESPONSABILITÉS

La Cour de Cassation admet d'ailleurs le cumul des responsabilités. Elle a notamment rejeté un pourvoi contre un arrêt qui avait relevé à l'encontre des demandeurs au pourvoi « en même temps que l'inexécution de leur obligation contractuelle de surveillance, une faute délictuelle » (44).

(43) Civ. cass., 22 juillet 1931, D. H. 1931, p. 506; Req. 9 mars 1936, G. P. 1936. 1. 814., Req. 28 juin 1938, G. P. 1938. 2. 613.

(44) Req. 14 décembre 1926, S. 1927. 1. 105; voir également 15 janvier 1918; S. 1920. 1. 75; note ss, 8 janvier 1909, S. 1911. 2. 233; Req. 26 janvier 1910, S. 1911. 1. 105.

Contrôle sur les qualités de la faute

Dès lors que la Cour de Cassation se reconnaissait un pouvoir de contrôle sur la faute, il était fatal que celui-ci s'étendît, non seulement à l'existence ou la non existence d'une faute, mais aux qualités de cette faute : gravité, inexcusabilité. Ce contrôle sur les qualités de la faute est évidemment très délicat. Comment juger si une faute est grave, lourde ou inexcusable, sans reprendre l'examen des faits eux-mêmes. Aussi, pendant longtemps, la Cour Suprême s'est-elle montrée hésitante. Tantôt, elle décide que l'appréciation du plus ou moins de gravité des fautes... est du domaine souverain des juges du fond (45) et échappe au contrôle de la Cour de Cassation (46), tantôt elle se reconnaît un pouvoir de contrôle (47).

Dans ses décisions les plus récentes, elle affirme ce droit de contrôle : « Attendu, décide-t-elle, que l'arrêt « attaqué se bornant à déclarer que la police d'assurance « faite pour tous risques sans autre précision couvrirait « même la faute de l'assuré, sans indiquer les éléments « nécessaires pour apprécier le degré de gravité de cette « faute, afin de permettre à la Cour de Cassation d'exercer son contrôle n'a pas donné de base légale à sa décision » (48).

(45) Req. 9 août 1836, S. 1837. 1. 162.

Civ. rej., 26 avril 1887, D. 1887. 5. 388, dans le même sens Req. 11 janv. 1830, J. g. V^e responsabilité 135. Civ. rej. 18 avril 1882, S. 1882. 1. 245. D. 1883. 1. 260. 24 nov. 1903. D. 1906. 1. 243. Req. 27 octobre 1909, D. 1910. 1. 64. Civ. rej. 15 décembre 1908. S. 1913. 1. 37.

(46) Civ. rej., 4 novembre 1913. D. 1917. 1. 39. Civ. rej. 15 janvier 1918. D. 1918. 1. 17.

(47) Civ. cass., 13 janvier 1892. D. 1892. 1. 157. Civ. rej. 6 août 1912, 15 décembre 1912. D. 1915. 1. 32. 21 mars 1916, S. 1916. 1. 128.

(48) Civ. cass., 15 janvier 1929. S. 1929. 1. 133. D H 1929, p. 204.

FAUTE GRAVE

La question de savoir si une faute est grave ou non se pose notamment en cas de congédiement d'un ouvrier ou d'un employé pour décider s'il a droit au délai congé quand il s'agit d'un contrat à durée indéterminée. La Cour de Cassation reconnaît le plus souvent aux juges du fond un pouvoir souverain pour décider si la faute qui a motivé le renvoi de l'ouvrier ou de l'employé est suffisamment grave pour justifier la privation du préavis d'usage (49). Mais par un arrêt du 15 janvier 1934 (50) la Chambre Civile tout en reconnaissant un pouvoir souverain d'appréciation aux juges du fond, décide que ce pouvoir a des limites : « Attendu déclare-t-elle, qu'en l'état de ces faits souverainement constatés, le Tribunal de S... n'a pas excédé les limites du pouvoir qui appartient au juge du fond pour apprécier si la faute commise est suffisamment grave, compte tenu de l'ancienneté du salarié et des circonstances de la cause, pour justifier la privation du bénéfice du préavis. Par suite, si les juges du fond excèdent les limites de leurs pouvoirs d'appréciation, leur décision doit tomber sous la censure de la Cour de Cas-

(49) Civ. rej., premier arrêt, 15 janvier 1918, D. 1918. 1. 17 précité; 29 décembre 1931, G. P. 1932. 1. 470 : « attendu qu'en statuant ainsi le jugement attaqué n'a fait qu'user du pouvoir souverain qui appartient aux juges du fond pour apprécier si la faute qui a motivé le renvoi d'un ouvrier est suffisamment grave pour justifier la privation du préavis d'usage; Civ. rej. 20 mars 1933, G. P. 1933. 2. 65 sous notes : « attendu qu'en l'état de ces faits déclarés constants, le Tribunal n'a pas violé les textes visés au pourvoi et n'a point méconnu la portée des débats engagés en déclarant que la faute relevée contre A... n'était pas suffisamment grave pour le priver du bénéfice de son préavis, que cette appréciation, qui rentre dans le pouvoir souverain du juge du fond échappe au contrôle de la Cour de Cassation,

(50) G. P. 1934. 1. 452.

sation. Seulement, la Cour Suprême ne précise par quelles sont ces limites. En réalité, il semble qu'en posant une telle règle, elle ait voulu se réserver de ne contrôler les juges du fond qu'assez exceptionnellement. Ce droit de contrôle, la Cour de Cassation l'a exercé par un arrêt du 13 avril 1938 (51) en cassant une décision qui avait alloué l'indemnité de préavis à une employée congédiée à la suite de la constatation d'un manquant de deniers dans la caisse qu'elle tenait. La Cour de Cassation a estimé que la constatation « d'un déficit révèle à la charge du caissier, même supposé de bonne foi, un manquement grave à ses obligations... qu'il suit de là qu'en refusant de voir dans les faits relevés à l'encontre de L... une faute de nature à motiver son congédiement sans l'observation du délai de prévenance. le Conseil des Prud'hommes n'avait pas tiré de ces faits souverainement constatés par lui les conséquences légales qui en découlaient. »

En cas de démission, les employés sont tenus d'observer, à l'égard du patron, le même délai de préavis que celui auquel ils ont droit eux-mêmes, sauf faute grave du patron. Sur l'appréciation de la gravité de la faute du patron, la Cour de Cassation s'est reconnu également un droit de contrôle. « Attendu, a-t-elle décidé. par un arrêt de cassation du 16 décembre 1925 (52) qu'il ne résulte d'aucune des constatations du jugement que la faute relevée à bon droit contre la dame Z... ait été suffisamment grave pour dispenser M... d'observer le délai de prévenance. »

(51) D H 1938, p. 357.

(52) G. P. 1926. 1. 272.

FAUTE LOURDE

La Cour de Cassation se réserve également un droit de contrôle sur l'appréciation de la faute lourde nécessaire pour justifier la privation de l'indemnité de congé payé en cas de résiliation du fait de l'employeur. C'est ainsi qu'elle a cassé un jugement qui avait accueilli une demande d'indemnité d'un ouvrier en se bornant à déclarer que la faute n'était pas suffisamment lourde pour le priver de son droit au congé, et qu'elle avait consisté en un forage incorrectement pratiqué. La Chambre Civile reproche à ce jugement de ne pas indiquer si l'ouvrier incriminé était un ouvrier qualifié, de ne pas s'expliquer sur la nature et les difficultés du travail, ni sur les causes de la malfaçon, ni sur les conséquences dommageables, et elle déclare qu'à défaut de précisions sur ces points essentiels, il ne mettait pas la Cour de Cassation à même de contrôler si cette malfaçon n'était pas le fait d'un ouvrier dont l'impéritie, la négligence ou l'erreur grossière revêtaient les caractères d'une faute lourde » (52).

Le contrôle que la Cour de Cassation assume en cette matière est donc extrêmement serré, et à l'occasion de l'exercice de ce contrôle, elle a précisé : « qu'il n'y avait pas identité entre la faute qui dispense le chef d'entreprise de l'observation du délai de prévenance et celle qui a pour effet de priver le travailleur de toute indemnité lorsqu'il est congédié sans avoir pu obtenir le congé annuel payé auquel lui aurait donné droit son temps de présence dans la maison (54).

(53) Civ. cass., 22 juin 1938. G. P. 1938. 2. 273, ss. note.

(54) Civ. rej., 22 juin 1938. G. P. 1938. 2. 273.

FAUTE INEXCUSABLE

En ce qui concerne le caractère inexcusable de la faute en matière d'accident du travail, la Cour de Cassation a également commencé par s'incliner devant le pouvoir d'appréciation des tribunaux (55); il importe seulement qu'ils motivent leurs arrêts et constatent le caractère inexcusable ou non de la faute (56). Puis elle a cassé leurs décisions lorsqu'elle a estimé que celles-ci « en déduisant des faits (relatés) constitutifs d'une simple imprudence l'existence d'une faute inexcusable, avaient méconnu les caractères essentiels de cette faute d'une gravité exceptionnelle visée par les paragraphes 2 et 3 de l'article 20 de la loi de 1898, ne se distinguant que par l'absence de tout élément intentionnel de la faute visée par le paragraphe 1^{er} du même texte » (57).

La Cour Suprême casse également la décision des juges du fond quand elle trouve que c'est à tort que ceux-ci ont estimé qu'il n'y avait à la charge du patron que de simples imprudences, manque de prévoyance ou faux calculs, et nullement une faute inexcusable et qu'ils ont ainsi méconnu les caractères de la faute inexcusable (58).

(55) Req. 21 janvier 1903, S. 1903. 1. 32; Civ. rej. 18 février 1908, S. 1910. 1. 251, D. 1910. 1. 314; Civ. rej. 22 avril 1912, D. 1913. 1. 13.

(56) Civ. cass., 3 janvier 1907, S. 1907. 1. 237.

(57) Civ. cass., 26 mars 1934, G. P. 1934. 1. 915, S. 1934. 1. 273; 2 mai 1932, G. P. 1932. 2. 184; Req. 21 juillet 1932, D. H. 1932, P. 507, G. P. 1932. 1. 598 ss. not. Civ. rej. 24 mai 1933, D. H. p. 411, sol. implic.; note de M. Rouast D. 1932. 1. 25 sous Req. 22 février 1932, qui a marqué le revirement de jurisprudence de la Cour de Cassation.

(58) Civ. cass., 19 mars 1934, S. 1934. 1. 265; G. P. 1934. 1. 915; 12 novembre 1935, G. P. 1936. 1. 124, D. H. 1936, p. 19.

DÉFINITION DE LA FAUTE INEXCUSABLE

De l'ensemble des arrêts de la Cour de Cassation en cette matière, il résulte que ce qui caractérise la faute inexcusable du patron, c'est la conscience du danger auquel il a exposé délibérément son ouvrier (59).

Un arrêt du 4 mai 1937 n'exige même plus que l'acte du patron ait un caractère délibéré, c'est-à-dire volontaire et réfléchi. Il retient comme constituant à la charge du patron une faute inexcusable « une omission dont l'extrême danger n'avait pu lui échapper », et ce contrairement à l'arrêt attaqué qui avait estimé que la faute commise par le patron ne saurait être qualifiée d'inexcusable, parce qu'elle ne résultait pas d'un acte volontaire accompli en connaissance de cause d'un danger certain (60).

Les règles que la Cour de Cassation pose en matière de faute inexcusable sont donc très précises, et elle en assure le respect par un contrôle rigoureux des décisions qui lui sont déférées.

Faute commune

Il reste cependant un domaine de la faute dans lequel la Cour suprême s'incline devant les décisions des cours et tribunaux, c'est lorsqu'il y a faute commune. Un arrêt de la Chambre du 12 décembre 1854 (61) décidait déjà

(59) Civ. cass., 19 mars 1934. G. P. 1934. 1. 915 précité la note et les renvois.

(60) Civ. cass., 4 mai 1937, S. 1937. 1. 331. G. P. 1937. 2. 596.

(61) D. 1855. 1. 55.

que « lorsqu'il y a faute, tant de la part de l'auteur du fait dommageable que de la part de celui à qui ce fait cause préjudice, la question de responsabilité est abandonnée au pouvoir discrétionnaire des tribunaux ». Les arrêts les plus récents déclarent également qu'en cas de faute commune à l'auteur d'un fait délictueux et à celui qui a souffert du dommage, la question de savoir si ce dommage peut donner lieu à indemnité reste abandonnée à l'appréciation des juges du fond (62).

Néanmoins si les juges du fond ont refusé tous dommages-intérêts à la victime pour le motif qu'elle avait été une des causes de l'accident, la Cour de Cassation casse leur décision en décidant que cette personne « victime d'un dommage dont elle n'était elle-même responsable que pour partie, n'en avait pas moins droit à une réparation que le juge pouvait seulement réduire **dans une mesure qu'il eut appréciée souverainement** » (63).

Contrôle sur les circonstances exclusives de la faute

FORCE MAJEURE, CAS FORTUIT

Contrôle exercé par les Chambres Civiles

Certaines circonstances sont exclusives de la faute : force majeure, cas fortuit, démence. En ce qui concerne la force majeure et le cas fortuit, les Chambres civiles

(62) Req. 8 décembre 1919. G. P. 1920. 1. 152; Req. 28 décembre 1933. G. P. 1934. 2. 425.

(63) Civ. cass., 23 mars 1934. G. P. 1934. 1. 842. V. dans le même sens Civ. cass. 29 mars 1886, D. 1887. 1. 480. 1887. 5. 389.

de la Cour de Cassation ont pendant longtemps décidé que l'appréciation de ces circonstances restait dans le domaine des juges du fond « puisque aucune loi ne définissait le cas fortuit ou la force majeure » (64). Puis un arrêt de la Chambre civile du 28 novembre 1904 (65) semble admettre le principe du contrôle, car il casse la décision attaquée pour le motif qu'elle ne s'était pas « expliquée d'une manière suffisamment précise sur les circonstances qui pourraient constituer un cas fortuit ou de force majeure ». La note sous cet arrêt prétend que celui-ci n'a pas la portée d'une décision de contrôle, qu'il veut simplement indiquer que l'existence du cas fortuit doit être justifiée par l'indication des circonstances de nature à en établir très nettement l'existence. Elle affirme qu'il appartient souverainement aux juges du fond d'apprécier les circonstances constitutives d'un cas fortuit pour cette raison que la loi ne précise pas ce que l'on doit considérer comme cas fortuit et qu'il lui eût été impossible de prévoir toutes les éventualités qui peuvent le constituer. Mais la loi ne précise pas davantage ce qu'il faut entendre par faute et cela n'a pas empêché la Cour de Cassation d'exercer son contrôle sur elle.

D'ailleurs, par leurs arrêts ultérieurs les Chambres civiles affirment expressément leur pouvoir de contrôle. C'est ainsi que par un arrêt du 23 juillet 1917 (66) la Chambre civile casse une décision pour le motif que celle-ci ne spécifiait pas les circonstances constitutives de la

(64) Req. 18 janvier 1870. D. 1871. 1. 55; 13 janvier 1874. D. 1874. 1. 776.

(65) D. 1905. 1. 253.

(66) D. 1917. 1. 112.

force majeure qui aurait empêché X d'exécuter son mandat en temps utile, et que la Cour de Cassation était dès lors dans l'impossibilité d'exercer son contrôle (67).

En exerçant ce contrôle, les Chambres civiles sont arrivées à définir la force majeure et le cas fortuit alors qu'elles ne l'ont pas fait pour la faute : « Il n'y a, décide un arrêt du 17 juin 1925 (68), force majeure ou cas fortuit libérant le débiteur que si l'événement n'a pu être prévu et a rendu impossible l'exécution de l'obligation (69). Dans un autre arrêt, la Chambre civile donne les instructions suivantes aux juges du fond : « Pour apprécier si les faits ou événements constituent des cas de force majeure, il y a lieu de rechercher, dans chaque espèce, par l'examen des circonstances de la cause, s'ils sont indépendants de la volonté de la partie qui les invoque, s'ils pouvaient être évités ou arrêtés par elle, et s'ils ont constitué pour elle un obstacle insurmontable à l'accomplissement de son obligation (70).

Contrôle exercé par la Chambre Criminelle

La Chambre Criminelle a également commencé par décider que l'appréciation des faits qui constituent la force majeure appartenait souverainement au juge de répression. Mais elle se réservait de vérifier si le juge de répression « par une contradiction évidente, ne renversait pas

(67) Dans le même sens Req. 2 mars 1927. S. 1927. 1. 232; Civ. rej. 11 avril 1922, sol. implic. D. 1925. 1. 149; Req. 28 juillet 1935 D. H. 1935, p. 540.

(68) Civ. cass. 17 juin 1925, G. P. 1925. 2. 392.

(69) Dans le même sens Civ. rej., 27 novembre 1918, S. 1918. 1. 354.

(70) Civ. cass., 8 décembre 1926, S. 1927. 1. 44.

« lui-même les bases de l'appréciation (71). Puis, beaucoup plus tôt que les Chambres civiles, elle s'est reconnu un droit de contrôle. Par un arrêt de rejet du 28 février 1861 (72), elle déclare « qu'il est de principe que la force majeure met à l'abri de toute responsabilité devant la loi pénale; que s'il appartient souverainement au juge du fait de constater les circonstances qui ont mis le prévenu dans l'impossibilité d'obéir aux prescriptions de la loi, il est réservé à la Cour de Cassation de connaître si ces circonstances présentent tous les caractères du moyen de défense péremptoire que constitue la force majeure » (73).

Comme les Chambres Civiles, la Chambre Criminelle va définir la force majeure et en des termes analogues : « La force majeure, décide-t-elle, ne peut résulter que d'un obstacle absolu, imprévu, indépendant de la volonté humaine ne (lui) laissant plus la liberté du choix et la faculté d'agir autrement » (74).

Le contrôle de la Chambre Criminelle sur la force majeure est tout à fait justifié, car il existe une définition légale de la force majeure. L'article 64 du Code Pénal dispose en effet que pour que la criminalité de l'acte disparaisse il faut que le prévenu ait été « contraint par une force à laquelle il n'a pu résister ».

(71) Crim. cass., 17 juillet 1858, D. 1858. 1. 389.

(72) D. 1861. 1. 140.

(73) Dans le même sens Crim. cass., 7 novembre 1890, S. 1891. 1. 239; Crim. rej., 2 mars 1912, D. 1913. 1. 463.

Attendu, décide cet arrêt, que la force majeure ne peut résulter que d'un événement indépendant de la volonté humaine et qui ne peut être ni prévu, ni conjuré.

(74) Crim. rej., 27 mars 1936, D. H. p. 253, G. P. 1936. 1. 50; Crim. cass., 17 février 1860, D. 1863. 5, 163.

DÉMENCE

Une autre circonstance est exclusive de la faute, c'est la démence. En principe les aliénés sont irresponsables, mais cette irresponsabilité ne joue que si la folie existait au moment de l'acte. Seulement la difficulté réside dans la question de savoir en quoi consiste l'aliénation mentale emportant irresponsabilité, à quels traits elle peut se reconnaître. La Cour de Cassation estime avec raison, à notre avis que c'est là une question qui est souverainement tranchée par les juges du fond (75). Certains auteurs ont cependant soutenu que la Cour Suprême devait avoir un droit de contrôle sur la déclaration faite par un tribunal qu'un individu était responsable ou non de l'acte qu'il avait commis. On pourrait, disent ces auteurs (76) dégager de l'ensemble de la jurisprudence des Cours et Tribunaux une notion juridique de l'aliénation mentale. Mais les juges du fond ne tirent pas toujours les mêmes conséquences des faits identiques souverainement constatés par eux. Si tous décident qu'est irresponsable l'individu dont les facultés mentales l'ont complètement défaut, tel un épileptique, ou celui qui est inconscient, l'unanimité cesse quand il s'agit d'apprécier la responsabilité d'un individu pleinement conscient, mais qui a agi sous l'empire d'une idée fixe ou d'une impulsion irrésistible. La plupart des tribunaux le déclarent irresponsable, mais d'autres, pour peu que ses actes présentent une certaine suite logique, retiennent sa responsabilité, telle est notamment la ten-

(75) Req. 18 janvier 1870, D. 1871. 1. 55.

(76) Voir notamment une note de M. Breton au S. 1931. 2. 33.

dance de la Cour de Montpellier. L'intervention de la Cour de Cassation serait donc utile pour sauvegarder l'unité de jurisprudence et assurer l'identité des solutions.

MM. L. et H. Mazeaud paraissent également admettre le principe du contrôle de la Cour de Cassation.

« Pouvant apprécier, disent-ils, si les faits admis par les juges du fond constituent ou non une faute, la Cour de Cassation peut également décider si tel fait a ou non pour conséquence une exonération de responsabilité. Les juges du fond ayant constaté... la démence du défenseur, la conclusion qu'ils en ont tirée doit, sans aucun doute, être contrôlée par la Cour Suprême, mais celle-ci ne doit-elle pas encore rechercher si les faits dont l'existence a été reconnue impliquent l'état de démence ? Car donner à ces faits le caractère d'acte de démence, n'est-ce pas les qualifier légalement ? » (77).

Le principe de ce contrôle peut en effet paraître en théorie indiscutable. Du moment que la Cour de Cassation contrôle la faute, elle doit également contrôler les circonstances qui en sont exclusives, c'est ainsi qu'elle exerce sa censure sur les faits retenus par les juges du fond comme présentant ou non les caractères de force majeure. Mais en pratique, un tel contrôle de la part de la Cour Suprême nous apparaît difficilement réalisable. La Cour de Cassation devrait étudier les rapports souvent contradictoires des médecins experts, et se faire juge d'un fait infiniment difficile à apprécier même pour les médecins, même pour les juges qui ont pu être mis en présence de l'indi-

(77) Mazeaud (L. et H.). *Traité théorique et pratique de la Responsabilité civile délictuelle et contractuelle*, 3^e éd., t. 8, n^o 2207, p. 321.

vidu actionné en responsabilité. Un tel contrôle semble être incompatible avec les attributions de la Cour Suprême.

Peut-on dégager des décisions de la Cour de Cassation une définition de la faute délictuelle

Des nombreuses décisions rendues par la Cour de Cassation en matière de responsabilité délictuelle, il semble que l'on devrait pouvoir dégager une définition de la faute. Quand il s'agit de fautes professionnelles commises dans des professions réglementées par la loi, la définition de ces fautes résulte du texte même de la loi. Il en est de même quand il y a manquement à une obligation légale ou réglementaire. Mais quand il s'agit de la faute prévue par les articles 1382 et 1383 du Code Civil, il est évidemment beaucoup plus difficile d'arriver à une définition.

FAUTE PAR ABSTENTION

On peut trouver dans les arrêts de la Cour de Cassation une définition de la faute par abstention : « Attendu, déclare la Chambre Civile, qu'une simple abstention ne saurait constituer un quasi délit et donner lieu à ce titre à des dommages-intérêts lorsque le fait dont l'omission est relevée ne constitue pas une obligation civile (78); attendu, décide-t-elle encore, que l'omission ne peut entraîner de responsabilité qu'autant qu'il y avait pour celui

(78) Civ. cass., 28 octobre 1935. D. H. 1935, p. 537. G. P. 1935, 2. 823.

auquel on l'impute obligation d'accomplir le fait omis » (79).

Il est rare de voir la Cour de Cassation poser des principes aussi généraux en matière de faute. La faute par omission se trouve donc définie d'une manière tout à fait précise; il y a faute par omission quand il y avait pour celui auquel on l'impute obligation légale ou conventionnelle d'agir.

ABUS DU DROIT

Abus du droit de propriété

La Cour de Cassation semble encore avoir défini la faute dans un autre domaine, celui de l'abus du droit. Les arrêts en cette matière sont nombreux et anciens, notamment en ce qui concerne l'abus du droit de propriété. Un arrêt de 1857 (80) décide que, quels que soient les droits de la propriété, ils ne sauraient en autoriser un usage nuisible à la propriété d'autrui et qu'il suffit pour constituer la faute que le propriétaire ait **négligé de prendre les précautions nécessaires** pour que l'exercice de son droit ne puisse nuire à autrui. Les arrêts les plus récents de la Cour de Cassation reprennent la même formule. C'est ainsi que, par un arrêt du 17 novembre 1931 (81), la Chambre des Requêtes estime qu'un industriel qui, par l'exploitation de son usine cause aux voisins un préjudice excédant la mesure des obligations ordinaires de voisinage, est en faute s'il a **négligé les précautions** qu'il y

(79) Civ. cass., 24 décembre 1924, D. H. 1925, p. 120.

(80) Civ. rej., 8 juin 1857, D. 1857. 1. 293.

(81) G. P. 1932. 1. 98.

avait lieu de prendre pour prévenir ces inconvénients (82).

La Cour de Cassation a eu l'occasion de définir encore la faute consistant en l'abus du droit de propriété à propos du trouble apporté aux auditeurs de radiophonie par les parasites résultant des installations électriques environnantes. Elle a décidé que « l'exercice du droit de propriété devient générateur de responsabilité lorsqu'un trouble en résultant pour autrui, le propriétaire s'oppose à ce qu'il y soit porté remède, alors même qu'il n'en résulterait aucune atteinte à l'usage normal de son droit (83).

Abus du droit d'agir en justice

L'abus du droit d'agir en justice paraît avoir été également maintes fois défini par la Cour de Cassation. Elle décide que l'exercice du droit d'agir en justice ou de se défendre ne peut devenir une faute qu'autant qu'il constitue un acte de malice ou de mauvaise foi ou tout au moins une erreur grossière équipollente au dol (84). En réalité ici la définition de la faute n'est qu'apparente; il y a abus du droit, c'est-à-dire faute, toutes les fois qu'il y a acte de malice ou de mauvaise foi équipollente au dol, c'est-à-dire toutes les fois qu'il y a faute : la définition de celle-ci nous échappe donc.

(82) Dans le même sens Req. 27 janvier 1931, G. P. 1931. 1. 490 et la note, 4 décembre 1935, G. P. 1935. 2. 950; Civ. cass., 18 février 1907, D. 1907. 1. 385, note de M. Ripert; Req. 19 octobre 1910, G. P. 1910. 2. 453, Req. 13 décembre 1932, G. P. 1932. 1. 372.

(83) Civ. cass., 29 mai 1937, G. P. 1937. 2. 362; dans le même sens Civ. rej., 29 mai 1937, G. P. 1937. 2. 363.

(84) Civ. cass., 7 décembre 1885, D. 1886. 1. 207; 4 janvier 1921, D. 1921. 1. 14; 1^{er} mars 1932, D. H. p. 201; 25 janvier 1938, G. P. 1938. 1. 628.

IMPOSSIBILITÉ DE DÉGAGER
DES ARRÊTS DE LA COUR DE CASSATION
UNE DÉFINITION GÉNÉRALE DE LA FAUTE DÉLICTEUELLE

De l'examen des arrêts auquel nous nous sommes livrés, nous n'avons pu dégager aucune définition générale de la faute délictuelle. Nous avons bien trouvé une définition de la faute par omission, une définition de cette faute que constitue l'abus du droit de propriété, mais ce sont des fautes particulières. En réalité, nous n'avons pas trouvé de définition de la faute qui suppose, comme nous l'avons déjà dit, un manquement au devoir général de prudence prescrit à tous dans les relations sociales par les articles 1382 et 1383 du Code Civil. Comme l'a dit un ancien arrêt de la Chambre des Requêtes, aucun texte de loi n'a défini le caractère précis de l'imprudence et de la négligence qui donne lieu à la responsabilité de l'article 1382 (85). La Cour de Cassation ne l'a pas fait non plus et elle ne le pouvait pas. Il n'y a pas de notion plus indéterminée que la notion de faute. En présence de la complexité de l'activité humaine, il semble d'ailleurs vain de songer à arriver à une définition de la faute (86).

(85) Req., 14 janvier 1851, S. 1852. 1. 638.

(86) M. Ripert, Examen doctrinal, *Revue critique de Législation et de doctrine*, 1912, p. 196. M. Planiol a défini la faute : « un manquement à une obligation préexistante.

CHAPITRE II

CONTROLE DE LA COUR DE CASSATION SUR LES RESPONSABILITÉS COMPLEXES

Le demandeur à une action en responsabilité civile doit prouver, avons-nous dit, trois éléments : une faute du défendeur, un préjudice subi par lui, demandeur, et une relation de cause à effet entre cette faute et ce préjudice. Mais il est des cas de responsabilité complexe où le demandeur n'a pas besoin d'établir la faute du défendeur, il lui suffit de prouver que le préjudice dont il se plaint est dû soit au fait des choses ou des animaux que le défendeur a sous sa garde, soit au fait de personnes qui dépendent du défendeur, soit enfin au fait des bâtiments dont le défendeur est propriétaire.

Ce n'est pas que la notion de faute qui est à la base de notre responsabilité civile soit écartée de ces cas de responsabilité complexe, mais la faute est présumée en ce sens qu'il suffit au défendeur d'établir certains éléments qui la présupposent sans qu'il leur soit nécessaire d'établir cette faute elle-même (Sans doute certains auteurs ont-ils voulu fonder la responsabilité édictée par l'article 1384, § 1^{er} sur l'idée de risque, mais il semble bien que cette thèse soit condamnée par la Cour de Cassation).

I

**Contrôle de la Cour de Cassation sur la responsabilité
du fait des animaux et du fait des choses que
l'on a sous sa garde, et notamment sur la notion
de garde.**

On est responsable, dit l'article 1384, § I^{er}, non seulement du dommage que l'on cause par sa propre faute, mais encore par le fait des choses dont on a la garde.

Il ne nous appartient pas de revenir ici sur les discussions qu'a provoquées tant en doctrine qu'en jurisprudence l'application de ce texte. Rappelons seulement que les premiers interprètes du Code Civil et la jurisprudence du dix-neuvième siècle n'avaient pas donné à ce texte la portée qu'il a reçue aujourd'hui et que n'avaient sans doute pas prévue ses rédacteurs. Demolombe n'admettait la présomption légale de faute (1) que pour « ceux des quasi délits que la loi a spécialement prévus, ce qui excluait la responsabilité des choses autres que les animaux et les immeubles en ruines ». La Chambre Civile de la Cour de Cassation décidait qu'en cas d'explosion d'une machine à vapeur, celui qui poursuit la réparation du dommage doit établir, outre l'accident, la faute qu'il impute au propriétaire (2).

Mais en 1896, la Chambre Civile est revenue sur sa jurisprudence à propos également d'une machine qui avait fait explosion. Après avoir relevé que l'explosion était due à un vice de construction, elle ajoute qu'aux termes

(1) T. XXI, p. 559.

(2) Civ. rej., 9 juillet 1870, D. 1870. 1. 361.

de l'article 1384 cette constatation qui exclut le cas fortuit ou la force majeure établit, vis-à-vis de la victime de l'accident, la responsabilité du remorqueur, sans qu'il puisse s'y soustraire en prouvant soit la faute du constructeur de la machine, soit le caractère occulte du vice incriminé (3).

Après une évolution lente, marquée par des retours en arrière, nous arrivons aux années 1919 et 1920, au cours desquelles les Chambres Civiles de la Cour de Cassation déclarent que le paragraphe I^{er} de l'article 1384 a une portée générale et absolue et que la présomption légale atteint les dommages causés par toutes les choses (4). Elles décident que « la présomption de faute, édictée par cet article, à l'encontre de celui qui a sous sa garde la chose inanimée qui a causé le dommage, ne peut être détruite que par la preuve d'un cas fortuit ou de force majeure, ou d'une cause étrangère qui ne lui soit point imputable. Il ne suffit pas de prouver qu'il n'a commis aucune faute, ni que la cause du dommage est restée inconnue ».

La Cour de Cassation ne tarda pas à appliquer l'article 1384, § I^{er}, aux accidents d'automobile (5).

(3) Civ. rej., 12 juin 1896, D. 97. 1. 433, S. 97. 1. 17.

(4) Civ. rej., 21 janvier 1919, D. 1922. 1. 25, G. P. 1919. 1. 662; explosion d'une locomotive dans la gare Saint-Lazare, Req., 28 juin 1920, D. 22.1.25, S. 29. 1. 367, G. P. 20. 2. 361; explosion de grenades à main dans le dépôt d'un fabricant, Civ. cass., 26 novembre 1920, D. 1920. 1. 169, S. 22. 1. 97, G. P. 20. 2. 586; incendie de fûts de résine en gare maritime de Bordeaux, Civ. rej., 15 mars 1921, D. 22. 1. 25, S. 22, 1, 100, G. P. 1921. 1. 461; incendie de fûts de résine en gare de Bordeaux.

(5) Civ. cass., 29 juillet 1924, D. 1925. 1. 5, S. 1924. 1. 321, G. P. 1924. 2. 385; Civ. cass., 21 février 1927, D. 1927. 1. 97, Note G. Ripert, G. P. 1929. 1. 407.

Enfin les Chambres réunies consacrèrent définitivement cette jurisprudence par leur arrêt du 13 février 1930 (6).

Dans cette évolution de la jurisprudence, la Cour de Cassation a, évidemment, joué un rôle primordial en mettant fin aux hésitations des Cours d'appel.

CONTRÔLE SUR LA DÉTERMINATION DU GARDIEN

Mais son rôle ne s'arrête par là et il convient maintenant d'examiner quel contrôle la Cour de Cassation exerce sur les conditions dans lesquelles joue cette responsabilité du fait des choses : en ce domaine, la principale question à résoudre est celle de savoir qui a la garde.

Or, si la jurisprudence a donné une portée indépendante à l'article 1384, § 1^{er}, alors qu'il est infiniment probable que dans la pensée de ses rédacteurs ce texte ne faisait qu'annoncer les articles 1385 et 1386, il est impossible de résoudre de façon différente les questions qui se posent dans les deux domaines de la responsabilité du fait des choses et du fait des animaux, aussi nous les étudierons successivement.

GARDIEN DE L'ANIMAL

Sur le terrain de l'article 1385, la Cour de Cassation a reconnu, pendant très longtemps, un pouvoir souverain d'appréciation aux juges du fond. C'est ainsi qu'un arrêt de rejet de la Chambre Civile du 9 mars 1892 (7) décide que la question de savoir quel est du propriétaire ou de

(6) (G. P. 1930. 1. 393), D. 1930. 1. 57 note G. Ripert. S. 1930. 1. 121, note P. Esmein.

(7) D. 1892. 1. 226.

l'acquéreur éventuel celui qui a le cheval sous sa garde, est une question de fait qui dépend de l'interprétation de la convention et de l'appréciation des circonstances, « que l'arrêt attaqué a donc pu, en vertu du pouvoir souverain qui appartient aux juges du fond, décider sans violer aucune loi, qu'H. avait accepté cette surveillance ».

Cependant, par un arrêt antérieur (8), la Chambre Civile avait cassé une décision qui avait déclaré responsable le propriétaire d'un animal, alors que celui-ci se trouvait chez un artisan qui le recevait chez lui pour lui donner les soins que son état exigeait. Dans cette espèce, il y avait eu évidemment, de la part des juges du fond, une violation expresse des termes formels de l'article 1385 qui dispose que c'est soit le propriétaire de l'animal, soit celui qui s'en sert qui en est responsable; il ne pouvait donc y avoir hésitation sur la détermination du gardien, et c'est pourquoi la Cour de Cassation était intervenue.

En 1910, la Cour Suprême s'incline encore devant le pouvoir d'appréciation des juges du fond : « Attendu, décide la Chambre Civile, que la question de savoir si, dans l'espèce, c'est le propriétaire ou le vétérinaire qui avait la garde du cheval au moment de l'accident, est une question de fait qu'il appartenait aux juges du fond de trancher souverainement » (9).

Mais l'année suivante, la Cour de Cassation intervient. Par un arrêt du 2 mai 1911, elle donne une définition du gardien de l'animal. Après avoir rappelé que l'article 1385 déclare responsable du dommage causé par un ani-

(8) Civ. cass., 3 décembre 1872, D. 1872. 1. 337.

(9) Civ. rej., 19 janvier 1910, D. 1911. 1. 131.

mal, celui qui en est le propriétaire, ou celui qui s'en sert, elle décide que « doit être considéré comme se servant de l'animal, celui qui, par lui-même ou ses préposés, en fait l'usage que comporte l'exercice de sa profession », et elle casse la décision attaquée qui avait refusé de considérer comme le gardien de l'animal, l'entrepreneur de débarquement chargé de débarquer un animal et de le conduire à un endroit désigné, et qui avait fait effectuer cette opération par un préposé (10).

La Cour de Cassation se reconnaît donc par cet arrêt un droit de contrôle sur la détermination du gardien de l'animal. Un arrêt récent du 26 novembre 1941 (11) maintient implicitement ce droit de contrôle en approuvant la décision attaquée, et en posant en principe que le propriétaire peut s'exonérer de la responsabilité qui pèse sur lui en prouvant que le détenteur de la bête n'est pas son préposé.

GARDIEN DE LA CHOSE INANIMÉE

Dans le domaine de la responsabilité du fait des choses que l'on a sous sa garde, la Cour de Cassation a également commencé par s'incliner devant le pouvoir souverain des juges du fond décidant que la détermination du gardien était une pure question de fait (12), puis elle est intervenue en cassant les décisions qui méconnaissaient la qualification légale du gardien. C'est ainsi qu'un arrêt

(10) D. 1911. 1. 367, S. 1913. 1. 11; voir dans le même sens Req. 10 novembre 1924, D. 1925. 1. 49. Note Savatier (Contrôle implicite).

(11) G. P. 1942. 1. 35. Voir également Req. 22 juillet 1930, G. P. 1930. 2. 374, qui peut être considéré comme impliquant le contrôle. La note sous cet arrêt indique cependant que la garde est une question de fait résolue souverainement par les juges du fond.

(12) Req. 28 juin 1920, D. 1922, p. 25; D. 1925. 1. 11.

de cassation du 27 février 1929 décide que « bien que la chose dommageable ait été confiée à un préposé en vue de son fonctionnement, le patron ou le commettant n'en avait pas moins conservé la garde et la responsabilité exclusive » (13).

Depuis, la Cour de Cassation a eu maintes fois l'occasion d'exercer son contrôle sur la détermination du gardien et elle censure les décisions qui ne lui permettent pas de le faire (14). Tout récemment, les Chambres réunies ont eu à se prononcer sur la question de savoir en cas de vol d'une voiture automobile qui était le gardien du volé ou du voleur. Dans son remarquable rapport, M. le Président Lagarde ne se demande même pas si la Cour de Cassation exerce ou non un contrôle, c'est une question qui ne se pose plus et l'arrêt des Chambres réunies du 2 décembre 1941 est la consécration du pouvoir de contrôle de la Cour de Cassation en cette matière (15).

DÉFINITION DU GARDIEN

Il est intéressant de rechercher si des nouveaux arrêts rendus par la Cour de Cassation sur l'application de l'article 1384, § 1^{er}, on peut déduire une définition du gardien.

Dans des hypothèses assez variées, la Cour de Cassation a eu à se prononcer sur la question de savoir qui était le gardien et elle a toujours attribué cette qualité à celui qui avait sur la chose, un pouvoir de direction, de contrôle, de surveillance.

(13) Civ. cass., 27 février 1929, G. P. 1929. 1. 553.

(14) Civ. cass., 28 janvier 1941, G. P. 1941. 1. 270.

(15) Ch. réun. cass., 2 décembre 1941, G. P. 1941. 2. 467.

La responsabilité édictée par l'article 1384, § 1^{er}, repose, en effet, sur une présomption de faute (bien que ce point soit contesté par quelques auteurs). Celui à qui incombe l'obligation de garder la chose est présumé, du fait même de l'accident, l'avoir mal gardée. Cette obligation de garde ne peut donc incomber qu'à celui qui possède sur la chose un pouvoir de direction et de contrôle : « n'ayant pas le pouvoir de faire de la chose ce qui lui plaît, comment lui reprocherait-on de l'avoir mal gardée ? » (16).

Ainsi, celui qui apprend à un autre la conduite d'une auto (17), celui qui assiste l'acquéreur éventuel qui en fait l'essai (18), celui qui confie le volant à un ami, tout en restant dans la voiture (19), ou même sans y rester (20), demeure le gardien de la voiture, bien qu'il ne la conduise pas matériellement, parce qu'il garde sur elle un pouvoir de direction et de contrôle.

De même, lorsque la chose dommageable a été confiée à un préposé, le patron ou le commettant n'en conserve pas moins la garde et la responsabilité exclusive (21).

De même, c'est l'entrepreneur, qui essaye un liquide nocif dans une cuve qu'il vient de construire, qui est responsable du dommage causé par ce liquide : « Attendu, relève la Chambre des Requêtes, que ces circonstances dé-

(16) Mazeaud, note au S. 1928. 2. 145.

(17) Crim. cass., 2 avril 1927 motifs S. 1928. 1. 333.

(18) Req. 15 décembre 1930. S. 1931. 1. 67. G. P. 31. 1. 197.

(19) Req. 1^{er} mai 1930, G. P. 1931. 1. 122.

(20) Req. 26 juin 1934, G. P. 1934. 2. 713.

(21) Civ. cass., 27 février 1929, G. P. 1929. 1. 559. S. 1929. 1. 297. Note Hugueney, Civ. rej., 23 juillet 1930. S. 1932. 1. 16 : « Attendu que la simple détention d'une voiture par le préposé du propriétaire ne décharge pas ce dernier de la présomption de responsabilité édictée par l'article 1384, parag. 1^{er} à l'encontre de celui qui a sous sa garde la chose qui a causé le dommage. ».

montrant qu'au cours d'une expérience qu'il commandait d'une manière indépendance, l'entrepreneur avait acquis **un droit de surveillance et de direction** sur les vinasses causes du dommage, la Cour d'Appel a déduit à bon droit que cet entrepreneur avait la garde de ces substances » (22).

Enfin, la Chambre Civile a décidé que « bien qu'ayant remis le pistolet chargé aux mains de son client, le tenancier d'un tir forain » n'avait pas cessé d'en avoir la garde, les exercices de sa clientèle ne s'exécutant dans son établissement **que sous son contrôle et sa surveillance** » (23).

Le gardien se définit donc d'après la jurisprudence de la Cour de Cassation, celui qui a sur la chose un pouvoir de direction et de contrôle. Aussi, c'est en principe le propriétaire qui est réputé avoir la garde, puisque normalement il a sur sa chose un pouvoir de direction (24).

Et ce pouvoir doit être un pouvoir de fait et non un pouvoir théorique.

Nous n'avons pas à revenir ici sur la discussion qui s'est élevée entre partisans et adversaires de la garde juridique, à propos, notamment, du point de savoir si le propriétaire de l'auto volée conservait la garde et par suite s'il était responsable de l'accident causé par le voleur. Les Cours d'Appel étaient divisées à ce sujet. La Chambre Civile semble bien avoir admis la théorie de la garde juridique en considérant que le propriétaire volé conservait la garde de sa voiture. « Attendu, a-t-elle décidé,

(22) Req. 30 avril 1934, S. 1934, 1. 383.

(23) Civ. cass. 19 juin 1934, G. P. 1934, 2. 576.

(24) Civ. cass., 12 décembre 1933. S. 1934, 1. 72. Req. 12 janvier 1927. S. 1927, 1. 129. Note Mazeaud, D. 1927, 1. 145. Note Savatier, 15 décembre 1930, S. 1933, 1. 66.

que le vol d'une voiture abandonnée sur la voie publique ne saurait, à défaut d'autres circonstances, constituer un cas fortuit ou de force majeure exonérant des conséquences de l'accident causé par le véhicule celui qui, **légalement**, n'a pas cessé d'en avoir la garde » (25).

Mais les Chambres réunies, par leur arrêt de cassation du 2 décembre 1941, ont formellement condamné cette solution : « Attendu, décident-elles, que pour rejeter la demande des consorts Connot l'arrêt déclare qu'au moment où l'accident s'est produit, Franck, dépossédé de sa voiture par l'effet du vol, se trouvait dans l'impossibilité d'exercer sur ladite voiture aucune surveillance; qu'en l'état de cette constatation de laquelle il résulte que Franck, privé de l'usage, de la direction et du contrôle de sa voiture, n'en avait plus la garde, et n'était plus dès lors soumis à la présomption de responsabilité édictée par l'article 1384, § 1^{er}, Code Civ., la Cour d'Appel, en statuant ainsi qu'elle l'a fait, n'a point violé le texte précité » (26).

Le gardien se trouve donc ainsi défini par les Chambres réunies, celui qui a l'usage, la direction et le contrôle de la chose.

Contrôle sur les circonstances exclusives de la responsabilité du gardien

La Cour de Cassation porte son contrôle non seulement sur la qualité de gardien, mais sur les circonstances exclusives de la responsabilité de celui-ci, cas fortuit, force ma-

(25) Civ. cass., 3 mars 1936, G. P. 1936. 1. 556.

(26) G. P. 1941. 2. 467.

jeure, faute de la victime. Celle-ci, pour exonérer le gardien de sa responsabilité, doit présenter les mêmes caractères que la force majeure ou le cas fortuit : être imprévisible, rendre le dommage inévitable. La Cour de Cassation se reconnaît le droit de vérifier si la faute de la victime présente ces caractères, et elle casse les décisions qui lui sont déférées quand celles-ci ne lui permettent pas d'exercer son contrôle : « Attendu, déclare la Chambre Civile par un arrêt du 17 novembre 1941 (27), qu'il ne résulte pas nécessairement de ces constatations que les fautes de la victime présentaient une gravité telle qu'elles étaient imprévisibles pour le gardien et rendaient l'accident inévitable, que dès lors les dites constatations ne sont pas suffisantes pour permettre à la Cour de Cassation d'exercer son droit de contrôle ».

La Cour Suprême décide encore que la faute de la victime ne peut exonérer totalement le gardien de la chose. cause du dommage, que si elle en est la cause unique, le gardien n'ayant pu ni la prévoir, ni en éviter les conséquences et que le fait qu'aucune faute n'ait été établie à l'encontre du gardien, ne saurait suffire à imprimer à la faute le caractère de cause unique du dommage. Elle casse la décision qui s'est abstenue de rechercher dans les circonstances de fait si la faute de la victime était la cause exclusive du dommage pour l'unique motif que le gardien n'avait commis aucune faute (28). Elle se reconnaît, en effet, comme nous le verrons plus loin, le droit de contrôler la relation de cause à effet.

(27) G. P. 1942 1. 44.

(28) Civ. cass., 9 septembre 1940, G. P. 1940. 2. 159.

**Contrôle sur les conditions
dans lesquelles joue la responsabilité du propriétaire**

La Cour de Cassation exerce également son contrôle sur les conditions dans lesquelles joue la responsabilité du propriétaire d'un bâtiment en vertu de l'article 1386 du Code Civil. Elle rappelle que cette responsabilité repose uniquement sur le propriétaire et que le locataire n'est pas substitué à celui-ci (29). Elle rappelle la nécessité d'une ruine véritable (30) et elle vérifie si les juges du fond n'ont pas exigé du défendeur, en dehors de la ruine, d'autre preuve que celle du vice de construction ou du défaut d'entretien, en soulignant qu'il suffit à la victime d'apporter la preuve d'un de ces deux faits sans avoir à établir en outre toute autre faute de la part du propriétaire (31).

Elle a eu à trancher la question de savoir si le propriétaire d'un bâtiment pouvait être rendu responsable du dommage causé par celui-ci en vertu de l'article 1384, § I^{er}, du Code Civil. Elle avait d'abord décidé que ce dernier texte était inapplicable aux immeubles (32), ce qui provoqua les critiques d'une partie de la doctrine (33); puis elle consacra la solution contraire par l'arrêt de la Chambre des Requêtes du 6 mars 1928 (34), solution qui fut sanctionnée par l'arrêt de principe des Chambres réunies du 13 février 1930.

(29) Civ. cass., 28 janvier 1936, G. P. 1936. 1.

(30) Civ. rej., 26 juin 1924, D. 1924. 1. 158.

(31) Civ. cass., 19 avril 1887, D. 1888. 1. 27.

(32) Civ. rej., 26 juin 1924, précité et req. 10 février 1925, D. 1925. 1. 97.

(33) Voir notamment note de M. Josserand, D. 1925. 1. 97.

(34) D. 1928. 1. 97.

II

Contrôle de la Cour de Cassation sur la responsabilité du fait d'autrui

On est responsable, avons-nous dit, non seulement de son fait ou des choses que l'on a sous sa garde, mais aussi du fait de certaines personnes, article 1384 C. Civ.

Notons tout d'abord que la Cour de Cassation a tenu à marquer que l'article 1384 C. Civ. qui détermine les cas de responsabilité du fait d'autrui prévus par la loi contient une énumération limitative qu'on ne saurait étendre par voie d'analogie au droit commun, puisqu'il s'agit d'une présomption de faute dérogatoire au droit commun (35).

Contrôle sur la détermination du commettant

Aussi, la Cour de Cassation, en cette matière, a-t-elle de bonne heure exercé un contrôle, précisément parce que cette responsabilité du fait d'autrui était exceptionnelle, et qu'elle ne pouvait permettre aux juges d'étendre abusivement une responsabilité qui devait être entendue de façon restrictive.

En ce qui concerne la responsabilité du commettant, nous trouvons, dès 1846 et 1847, des arrêts de cassation. Un arrêt du 3 décembre 1846 de la Chambre Criminelle (36), décide que le maître est responsable des voies de fait à la propriété d'autrui commises par ses domestiques

(35) Crim. cass., 25 juin 1934, G. P. 1934. 2. 477.

(36) D. 1847. 5. 421.

pour arriver à l'accomplissement de leurs fonctions, bien qu'ils n'aient reçu aucun ordre semblable et que le maître ait même désapprouvé ces actions, pour le motif que la voie de fait dont il s'agit a été commise par eux dans la fonction à laquelle leur maître les avait préposés individuellement.

Un arrêt du 20 août 1847 (37), décide qu'une compagnie de chemin de fer, qui a fait faire à forfait, par un entrepreneur, des travaux de terrassements dont elle ne s'était pas réservé la direction, ne peut être condamnée comme civilement responsable des dommages-intérêts auxquels l'entrepreneur imprudent a été condamné envers la veuve d'un de ses ouvriers victime de cette imprudence. L'arrêt s'appuie notamment sur ce que la responsabilité à laquelle l'article 1384 soumet les commettants ne dépend pas seulement de ce qu'ils ont choisi leurs préposés, mais suppose en outre qu'ils ont le droit de leur donner des ordres et instructions sur la manière de remplir les fonctions auxquelles ils les emploient, autorité sans laquelle il n'y a pas de véritables commettants.

Dans ses arrêts ultérieurs, la Cour de Cassation maintient plus ou moins implicitement son droit de contrôle (38).

Cependant, par un arrêt de rejet du 9 novembre 1934, la Chambre Criminelle s'incline devant le pouvoir des juges du fond : Attendu, décide-t-elle notamment, qu'en

(37) Crim. cass., 20^e août 1847 (D. 1847. 5. 422).

(38) Crim. rej., 13 décembre 1856, D. 1857. 1. 75. Req. 4 février 1880, D. 1880. 1. 392. Crim. cass., 2 juillet 1914. Bull. Crim. n° 310, p. 572. Civ. cass. 5 février 1915. D. 1919. 1. 8; 13 février 1924. D. 1925. 1. 134, Crim. cass., 9 janvier 1931. D. 1932. 1. 171. Crim. cass., 8 décembre 1933. D. H. 1934, p. 38.

attribuant dans ces conditions à Benech la qualité de préposé de la demanderesse, la Cour d'Appel s'est livrée à une appréciation de fait souveraine qui échappe au contrôle de la Cour de Cassation (39).

Mais il semble qu'il ne faille attribuer à cet arrêt de rejet que la valeur d'un arrêt d'espèce.

Cependant, un autre arrêt doit également être relevé : c'est un arrêt de la Chambre Civile en date du 21 juillet 1935 (40).

Le pourvoi avait reproché à l'arrêt attaqué « d'avoir apprécié de façon inexacte le caractère légal des rapports ayant existé entre les parties et d'avoir méconnu les conséquences qui en résultaient au point de vue de la responsabilité de M^e Lambert ».

La Chambre Civile, après avoir rappelé les faits relevés par l'arrêt décide qu' « en **déduisant** de ces faits **souverainement appréciés** par lui que la responsabilité de M^e Lambert n'était pas engagée, l'arrêt attaqué... a légalement justifié sa décision et n'a pas vidé les textes usés au moyen ».

Dans cet arrêt, la Chambre Civile en substituant à la formule « faits souverainement **constatés** » par les juges du fond, la formule « faits souverainement appréciés » semble bien vouloir s'incliner devant le pouvoir des juges du fond, cependant elle se réserve encore un droit de contrôle sur les conséquences que les juges du fond tirent de ces faits « souverainement appréciés », puisqu'elle déclare « qu'en **déduisant** de ces faits souverainement ap-

(39) Crim. rej., 9 novembre 1934, D. 1934. 1. 163 3^e esp.

(40) G. P. 1935. 2. 598.

précies... que la responsabilité de M^e Lambert n'était pas engagée, l'arrêt attaqué a légalement justifié sa décision ». Cette approbation implique un contrôle.

Ce contrôle d'ailleurs n'a cessé d'être exercé par la Cour de Cassation dans de multiples arrêts postérieurs à ces deux décisions (41).

Dans les nombreux arrêts rendus en cette matière, la Cour de Cassation a précisé quelles étaient les conditions de cette responsabilité du commettant. Elle a eu tout d'abord à définir le lien de commettant à préposé.

Un arrêt de la Chambre Criminelle du 13 décembre 1856 (42) relève déjà « que l'ouvrier avait été choisi par le maître et soumis par lui à un travail qu'il exécutait pour celui-ci sous son **autorité et direction** ».

Un autre arrêt de la Chambre des Requêtes du 4 février 1880 (43) décide que « la responsabilité du fait du préposé mis à la charge du maître par 1384 C. Civ., suppose que les maîtres ou commettants **ont le droit de donner aux préposés des ordres et des instructions sur la manière de remplir les fonctions auxquelles ils les emploient** ».

Cette formule a été reprise dans maintes décisions. Un arrêt du 5 février 1929 (44) ajoute : « Que c'est ce droit qui fonde l'autorité et la subordination sans lesquelles il n'existe pas de véritables commettants » (45).

La formule a encore été complétée : « Il faut que l'acte

(41) Crim. cass., 6 août 1935, D. 1935. 1. 461, Crim. rej., 27 octobre 1938, G. P. 1938. 2. 738.

(42) D. 1857. 1. 75.

(43) D. 1880. 1. 392.

(44) Voir notamment Civ. cass., 13 février 1924, D. 1925. 1. 134.

(45) V. également Crim. cass., 9 janvier 1931, D. 1932. 1. 171

dommageable se rattache aux fonctions du préposé » (46).

La Cour de Cassation exige des juges du fond la constatation de l'existence de ce lien de subordination en cassant les décisions qui ne contiennent pas cette constatation (47).

D'autre part, elle casse les décisions qui ont à tort reconnu ou dénié l'existence de ce lien de subordination (48).

La Cour de Cassation a dû également déterminer sur qui devait peser la présomption de responsabilité quand le préposé était mis par le commettant à la disposition d'une autre personne : elle décide que si, pour un temps et une opération déterminés, un commettant met son préposé à la disposition d'une autre personne, sous l'autorité et la direction de laquelle il se trouve en vertu d'une convention ou de la loi, la responsabilité se déplace et n'incombe qu'au deuxième commettant (49).

Elle a eu enfin à préciser que « si les commettants sont responsables du dommage causé par leurs préposés dans l'exercice normal des fonctions auxquelles ils les emploient, cette responsabilité s'étend même au dommage résultant de l'abus desdites fonctions (50).

(46) (Civ. cass., 5 février 1915. D. 1919. 1. 8.). V. également Crim. rej., 27 octobre 1938, G. P. 1938. 2. 738 précité.

(47) Crim. cass., 6 août 1935, D. H. 1935. 1. 461.

(48) Civ. cass., 5 février 1915 précité; Crim. cass., 24 juin 1934, D. H. p. 431; 9 janvier 1931, D. 1932. 1. 171.

(49) Civ. cass., 13 février 1924, D. 1925. I. 134. Dans le même sens Civ. cass., 8 mars 1922. D. 1925. 1. 134. 19 janvier 1927, D. 1928. 1. 19.

(50) Crim. cass., 8 décembre 1933. D. H. 1934, p. 38.

**Contrôle sur les conditions
dans lesquelles joue la responsabilité des parents,
artisans**

La Cour de Cassation a eu également à statuer à la présomption de responsabilité qui pèse aux termes de l'article 1385 sur les parents du fait des actes de leurs enfants mineurs, sur les artisans, sur les instituteurs du fait des enfants qui leur sont confiés.

La responsabilité légale des père et mère repose sur un manquement présumé au devoir d'éducation et de surveillance attaché à la puissance paternelle, liée à la cohabitation de l'enfant, elle cesse avec elle. La Cour de Cassation contrôle si la condition de cohabitation est ou non remplie, et elle casse les décisions des juges du fond qui ont retenu la responsabilité du père, alors qu'ils constataient que le mineur n'habitait pas avec lui (51).

Les parents et, sous le régime antérieur à la loi du 5 avril 1937, les instituteurs, sont d'ailleurs simplement présumés en faute. Ils peuvent démontrer qu'il n'y a pas eu faute de leur part et qu'il leur a été impossible d'empêcher l'acte dommageable du mineur. Les constatations des juges du fond sur ce point sont souveraines, mais la Cour de Cassation contrôle si elles sont exclusives de la faute des parents et instituteurs, et si elles suffisent à démontrer que le fait qui a occasionné le dommage ne pouvait être empêché (52).

(51) Civ. cass., 7 novembre 1921, D. 1922. 1. 12.

(52) Req. 9 juillet 1907. D. 1907. 1. 479; Civ. rej., 3 décembre 1926. D. H. 1927, p. 35 sol. implicite.

CHAPITRE III

CONTROLE SUR LE PRÉJUDICE

Il convient maintenant d'examiner quel contrôle la Cour de Cassation exerce sur le deuxième élément de la responsabilité civile : le préjudice.

L'existence de celui-ci doit tout d'abord être constatée par les juges du fond, lorsqu'ils allouent à une partie des dommages-intérêts, sinon leur décision encourt la censure de la Cour Suprême (1), qui exerce ici son contrôle habituel sur la motivation. On pourrait être tenté de penser qu'elle ne peut en exercer d'autre. La question de savoir s'il y a ou non préjudice paraît bien être une question de fait (2). La jurisprudence de la Cour Suprême semble au premier abord assez incertaine. Nombreux sont les arrêts qui reconnaissent en cette matière un pouvoir discrétionnaire aux tribunaux. Les formules suivantes peuvent être relevées : l'appréciation concernant l'existence ou l'absence de préjudice rentre dans le pouvoir souverain des juges du fond (3), la constatation de l'existence, de l'étendue ou

(1) Civ. cass., 21 juin 1911, S. 1914. 1. 468; 30 décembre 1907, S. 1908. 1. 385; 10 janvier 1910, S. 1912. 1. 158.

(2) Voir Marty, *op. cit.*, n° 129, p. 253.

(3) Civ. rej., 3 mars 1915, D. 1920. 1. 108.

de l'absence du préjudice rentre dans les pouvoirs souverains des juges du fond (4), par ces déclarations souveraines, la Cour de X. a établi l'existence d'un préjudice direct et personnel subi par les parties civiles, en effet la loi n'impose pas aux juges du fait l'obligation de relever les divers éléments du préjudice qu'un acte délictueux a causé à la partie civile, ce préjudice est suffisamment affirmé par la déclaration du juge et par l'évaluation qu'il en fait (5).

Contrôle sur l'existence ou l'absence du préjudice

Mais par ailleurs nombreux également sont les arrêts par lesquels la Cour Suprême censure en cette matière les décisions des juges du fond. En effet, c'est seulement l'existence des faits constitutifs du préjudice qui est souverainement constatée par les juges du fond, mais la Cour de Cassation se reconnaît le droit de contrôler la qualification de faits préjudiciables qui est donnée à ces faits (6).

Un arrêt de la Chambre Civile du 6 février 1855 (7) décide déjà que « s'il appartient exclusivement aux cours impériales et aux tribunaux de constater les faits et d'apprécier les intentions des parties, la Cour de Cassation est investie du droit d'examiner si les conséquences que les cours et tribunaux ont tirées de ces faits sont conformes

(4) Civ. rej., 11 avril 1918, D. 1921. 1. 224.

(5) Crim. rej., 28 juillet 1933, D. H. 1933, p. 527; 16 avril 1921, D. 1922. 1. 109.

(6) Dans le même sens Req. 7 février, 1877, D. 1877. 1. 477; Civ. rej., 30 mai 1876, D. 1877. 1. 88; 14 août 1877, D. 1879. 5. 362; Req. 10 janvier 1881, D. 1881. 1. 245; Req. 30 juin 1902, D. 1903. 1. 569; 27 mars 1905, D. 1905. 1. 301; Civ. rej., 3 mai 1892, D. 1892. 1. 568.

(7) Civ. cass., 1855, D. 1855. 1. 133.

à la loi ». Cet arrêt semble à cette époque être resté isolé, il a d'ailleurs été rendu en matière de responsabilité d'un officier ministériel, matière dans laquelle la Cour de Cassation a toujours eu tendance à exercer plus facilement un contrôle. Mais il résulte d'un arrêt du 2 mai 1882 (8) qu'il appartient à la Cour de Cassation de vérifier si les motifs donnés par le juge pour constater l'étendue du préjudice ne reposent pas sur une erreur de droit.

Dans des arrêts récents, la Cour de Cassation s'exprime en termes analogues à ceux de l'arrêt du 6 février 1855 : « Attendu, décide-t-elle, que si le juge du fond constate souverainement l'absence du préjudice, il appartient à la Cour de Cassation de déduire des circonstances de la cause retenues par lui les conséquences juridiques qu'elles comportent » (9). Si les juges du fond, tout en niant l'existence du préjudice, relèvent des faits qui sont, de l'avis de la Cour de Cassation, préjudiciables, leur décision est cassée (10).

Contrôle sur les caractères du préjudice

EVENTUALITÉ OU CERTITUDE

La Cour de Cassation exerce un contrôle non seulement sur l'existence ou l'absence du préjudice, mais encore sur les caractères qu'il doit présenter pour donner lieu à réparation, notamment sur son caractère de certitude ou d'éventualité. Les juges du fond ont-ils accordé la répa-

(8) Civ. cass., 2 mai 1882, S. 1884. 1. 416.

(9) Civ. cass., 21 juillet 1921, D. 1925. 1. 29, dans le même sens Crim. rej., 30 novembre 1934, G. P., 1935. 1. 104.

(10) Civ. cass., 21 juillet 1921 précité; 16 juin 1926, S. 1926. 1. 291.

ration d'un préjudice que la Cour de Cassation estime n'être qu'éventuel, leur décision tombe sous sa censure (11). Ont-ils au contraire considéré comme éventuel un préjudice que la Cour Suprême juge actuel et certain, leur décision encourt encore la cassation. C'est ainsi que la Chambre Civile a décidé, contrairement aux appréciations des juges du fond, que la transformation des droits éventuels d'un fonctionnaire en une créance actuellement exigible constituait un dommage dont l'Etat était en droit de demander la réparation (12), que l'inexistence de la garantie hypothécaire de sa créance constituait pour le demandeur un préjudice actuel et certain qui devait rendre son action recevable (13).

PRÉJUDICE FUTUR

Mais s'il n'est pas possible d'allouer des dommages-intérêts en réparation d'un préjudice éventuel, la Cour de Cassation décide qu'il en est autrement lorsque le préjudice, bien que futur, apparaît aux juges du fond comme la prolongation certaine et directe d'un état de chose actuel et comme étant susceptible d'évaluation immédiate (14).

PRÉJUDICE MORAL

La Cour de Cassation exerce aussi son contrôle sur le point de savoir si et quand un préjudice moral peut don-

(11) Civ. cass., 1^{er} juin 1934, G. P. 1934. 2. 250; voir également Civ. cass., 1^{er} mai 1925, D. 1925. 1. 209.

(12) Civ. cass., 14 janvier 1924, D. 1925. 1. 96.

(13) Civ. cass., 16 juin 1926, S. 1926. 1. 291.

(14) Req. 1^{er} juin 1932, G. P. 1932. 2. 363.

ner lieu à réparation. C'est ainsi qu'elle décide que la seule atteinte au droit de possession et le trouble qui en résulte justifient, sans qu'il en soit résulté un préjudice matériel, l'allocation de dommages-intérêts au profit de celui aux droits de qui l'atteinte a été portée (15). C'est ainsi qu'elle a décidé que le préjudice subi par un syndicat de médecins du fait du discrédit jeté par le défendeur sur la profession médicale pouvait donner lieu à réparation, mais, par contre, que le fait que le défendeur ait déconsidéré les dispositions législatives favorables à une association de mutilés, ne faisait pas apparaître une cause de préjudice pour la dite union, qu'au surplus le préjudice ne serait qu'éventuel (16).

Détermination des personnes pouvant se prévaloir du préjudice

La Cour de Cassation exerce encore son contrôle sur la détermination des personnes qui ont le droit de demander la réparation du préjudice par hypothèse subi par elles.

CONCUBINS

Elle a eu notamment à se prononcer sur la question de savoir si le concubin de la victime d'un accident a droit à l'allocation de dommages-intérêts. La Chambre Criminelle a marqué quelques hésitations. Pendant longtemps et depuis un arrêt du 20 février 1863 (17), elle a décidé

(15) Req. 6 mai 1934, D. H. 1934, p. 200.

(16) Crim. cass., 1^{er} mai 1925, D. 1925. 1. 209.

(17) S. 1863. 1. 321, D. 1864. 1. 9^r

que « l'article 1382 en ordonnant en termes absolus la réparation de tout fait quelconque qui cause à autrui un préjudice ne formule aucune distinction en ce qui concerne la nature du fait dommageable éprouvé et, en cas de décès de la victime, la nature du lien d'où résulterait un préjudice actuel et direct pour celui qui demande la réparation (18). Elle avait donc admis que la concubine n'était pas nécessairement exclue du droit à réparation si elle justifiait d'un préjudice direct, actuel et certain. Cette preuve était évidemment difficile, étant donné le caractère précaire du concubinat, elle avait été reconnue faite dans quelques affaires, elle avait été écartée dans d'autres (19).

Puis, par trois arrêts en date du 13 février 1937 (20), la Chambre Criminelle a décidé que le préjudice direct, actuel et certain, dont il peut être accordé réparation ne saurait résulter de la cessation de l'assistance que la victime de l'infraction accordait au demandeur, lorsque cette assistance n'était pas légalement susceptible de servir de fondement à une obligation valable (21).

La Chambre Civile qui n'avait pas encore eu à se prononcer sur la question, consacra, par un arrêt du 27 juillet 1937 (22) la même solution que la Chambre Criminelle

(18) *Crim. cass.*, 26 novembre 1927, *D.* 1927. 1. 73.

(19) *Crim. cass.*, 26 novembre 1926, *D.* 1927. 1. 73; *G. P.* 1927. 1. 108; *Crim. rej.*, 9 novembre 1928, *G. P.* 1928. 2. 845, *S.* 1930. 1. 37, *D.* 1929. 1. 23 note Lalou; 28 février 1930, *G. P.* 1930. 1. 638; *S.* 1931. 1. 145 note Marty, *D.* 1930. 1. 49; *Crim. cass.*, 27 avril 1934 *G. P.* 1934. 1. 927, *S.* 1935. 1. 199, *D. H.* 1934, p. 302.

(20) *G. P.* 1937. 1. 467.

(21) Voir également *Crim. cass.*, 21 décembre 1937. *G. P.* 1938. 1. 175. Février 1938. *G. P.* 1938. 2. 70 sous notes. *Civ. rej.*, 8 avril 1938. *G. P.* 1938. 1. 69.

(22) *G. P.* 1937. 2. 376.

en se fondant sur des motifs un peu différents, mais analogues : Attendu, a-t-elle décidé, que le demandeur d'une indemnité délictuelle ou quasi délictuelle doit justifier non d'un dommage quelconque, mais de la lésion certaine d'un intérêt légitime juridiquement protégé, que les relations établies par le concubinage ne peuvent, en raison de leur irrégularité même, présenter la valeur d'intérêts légitimes juridiquement protégés, que, susceptibles de créer des obligations à la charge des concubins, elles sont impuissantes à leur conférer des droits à l'encontre d'autrui, et notamment contre l'auteur d'un accident survenu à l'un d'eux (23). Un arrêt du 20 avril 1939 ajoute « que le dommage matériel causé au survivant par l'accident mortel survenu au prémourant ne saurait jamais revêtir le caractère de certitude exigé pour l'allocation de dommages-intérêts en vertu de l'article 1382 C. Civ. (24).

La Cour de Cassation a eu également à décider si le frère ou la sœur (25), ou même la belle-sœur (26), la belle-fille (27), l'enfant naturel (28), ou adultérin (29) de la victime d'un accident étaient en droit de demander la réparation du préjudice qui résultait pour eux de l'accident.

(23) Civ. cass., 27 juillet 1937, G. P. 1937. 2. 376. Voir également Civ. rej., 28 novembre 1939, G. P. 1939. 1. 39. Civ. cass., 23 mai 1939, G. P. 1939. 2. 268.

(24) Civ. cass., 20 avril 1939, G. P. 1939. 2. 368.

(25) Crim. cass., 28 janvier 1920, D. 1924. 1. 69.

(26) Crim. rej., 31 octobre 1930, G. P. 1930. 2. 724, S. 1931. 1. 145 note Marty.

(27) Req., 16 avril 1922, D. 1923. 1. 53 1^{re} esp.

(28) Crim. cass., 7 février 1913, D. 1913. 1. 373.

(29) Crim. rej., 10 janvier 1929, D. 1929. 1. 40, G. P. 1929. 1. 290.

SYNDICATS

La Cour de Cassation exerce aussi un contrôle sur le point de savoir si un syndicat ou une association peuvent demander la réparation d'un préjudice qu'ils prétendent leur avoir été causé. Aux termes de l'article 5 de la loi du 21 mars 1884 modifiée par la loi du 19 mars 1920, les syndicats ont le pouvoir d'agir ou d'intervenir chaque fois qu'il est porté par un tiers un préjudice direct ou indirect à l'intérêt collectif de la profession qu'ils représentent. Cette disposition n'est que la consécration de la solution adoptée par les Chambres réunies (30). La Cour de Cassation intervient donc pour vérifier si les constatations des juges du fond établissent ou non l'existence d'un préjudice porté aux intérêts collectifs du Syndicat (31).

ASSOCIATIONS

En ce qui concerne les associations, la Cour de Cassation a hésité à les admettre à représenter leurs adhérents pour la défense de leurs intérêts (32). Puis elle a décidé qu'une association déclarée et régulièrement constituée « peut faire collectivement ce que chacun de ses membres pouvait antérieurement faire à titre individuel » (33).

(30) Arrêt du 5 avril 1913. G. P. 1913. 1. 426, rapport de M. Falci-maigne et conclusion de M. le Procureur Général Sarrut. S. 1920. 1. 49.

(31) Civ. rej., 28 mai 1930. G. P. 1930. 2. 159. 21 mars 1929. G. P. 1929. 2. 14; 12 janvier 1929. G. P. 1929. 1. 507. Voir également Crim. cass., 1^{er} mai 1925. G. P. 1925. 1. 209 précité.

(32) Crim. rej., 18 octobre 1913. S. 1920. 1. 321.

(33) Civ. cass., 23 juillet 1918. G. P. 1919. 1. 456. S. 1921. 1. 289. D. 1918. 1. 52; Crim. rej., 3 janvier 1925. G. P. 1925. 1. 305. D. 1925: 1. 85 note de M. Nast; Civ. rej., 25 novembre 1929. G. P. 1930. 1. 28.

Elle vérifie si l'action engagée correspond bien au but qui est l'objet de l'association et elle déclare qu'une association représentant l'intérêt collectif des adhérents peut réclamer la réparation du préjudice causé collectivement à ceux-ci (34).

Evaluation du préjudice en matière de responsabilité délictuelle

Si nous examinons maintenant l'évaluation du préjudice, nous constatons tout d'abord que cette évaluation est, en principe, souverainement faite par les juges du fond (35). La Chambre Criminelle déclare expressément qu'en matière de dommages-intérêts provenant d'un crime ou d'un délit, les juges de répression apprécient souverainement dans les limites des conclusions de la partie civile le montant de l'indemnité qui est due à celle-ci, qu'ils ne sont pas tenus de spécifier sur quelles bases ils ont évalué le montant des réparations civiles, dont la loi subordonne la détermination à leurs lumières et à leur justice (36), que la proportion d'après laquelle doivent être réparties les conséquences des dommages causés rentre dans l'appréciation souveraine des juges du fond et que cette répartition repose tout entière sur l'appréciation de la gravité des fautes relevées à la charge du prévenu (37).

Voir également Civ. cass., 4 mars 1913. S. 1913. 1. 345. D. 1913. 1. 321. Chambres réunies cass., 15 juillet 1923. G. P. 1923. 264; rapport de M. le Conseiller André Boulloche, conclusion de M. le Procureur Général Mérillon. S. 1924. 1. 49. D. 1924. 1. 153.

(34) Civ. rej., 28 novembre 1929 précité.

(35) 7 février 1877. D. 1877. 1. 477.

(36) Req. 23 juillet 1873. D. 1874. 1. 310. 24 juin 1873. D. 1874. 1. 118. 7 février 1877. D. 1877. 1. 477.

(37) Crim. rej., 10 janvier 1936. G. P. 1936. 1. 544. Voir également Req. 22 juillet 1924. D. H. 1924, p. 540 : qui décide que les tribunaux

La Chambre Criminelle décide encore que les juges du fond ne sont pas tenus de relever les divers éléments du préjudice que l'acte délictueux a causé à la partie civile. Ce préjudice est suffisamment affirmé par la déclaration du juge et par l'évaluation qu'il en fait dans les limites de la demande (38).

Mais la Chambre Civile paraît vouloir laisser moins de liberté aux juges du fond. Elle exige que les Tribunaux et Cours d'Appel motivent leurs décisions. « Attendu, décide-t-elle, que s'il appartient aux juges du fond d'apprécier souverainement le montant des dommages-intérêts, ils sont cependant tenus de justifier de leur importance en discutant les moyens produits par les parties pour en déterminer le montant dans les limites qu'elles précisent » (39). Elle leur impose de rechercher sur chaque chef de la demande s'il existe, d'après les circonstances de la cause, un préjudice effectif et quelle en est la mesure; s'ils ne font pas cette recherche, leur décision encourt la cassation (40).

En réalité, même en ce qui concerne l'évaluation du préjudice, la Cour de Cassation exerce un certain contrôle. C'est ainsi que par un arrêt du 30 juillet 1877, elle a cassé une décision qui avait chiffré l'indemnité due par la perte d'un navire à la somme pour laquelle le navire avait été assuré antérieurement alors que l'indemnité ne pouvait dépasser la valeur du navire pendant la dernière année (41).

ont un pouvoir discrétionnaire pour apprécier la quotité des dommages-intérêts.

(38) Crim. rej., 28 juillet 1933, 30 novembre 1933. G. P. 1935. 1. 103.

(39) Civ. cass., 6 février 1935. G. P. 1935. 1. 649. sous note a).

(40) Civ. cass., 23 décembre 1936. G. P. 1936. 1. 602 sous note a).

(41) Civ. cass., 30 juillet 1877. D. 1878. 1. 24.

La réparation ne doit pas en effet dépasser la valeur du préjudice, et la Cour de Cassation se trouve quelquefois amenée pour faire respecter cette règle à contrôler l'évaluation que les juges du fond ont faite du préjudice. C'est ainsi qu'à propos d'un fonctionnaire victime d'un accident, elle décide que celui-ci, ou sa veuve et ses enfants, en cas de décès, ne peut cumuler avec les dommages-intérêts qui lui sont alloués, la pension qu'il doit toucher de l'administration quand il s'agit d'une pension d'invalidité qui présente un caractère indemnitaire (42). Le cumul est, au contraire, admis avec une pension d'ancienneté (43).

La Cour de Cassation contrôle encore la date à laquelle le préjudice doit être évalué. Elle décide que le droit pour la victime d'un accident d'obtenir la réparation du préjudice subi existe dès que le dommage a été causé, que l'évaluation de ce dommage doit être faite par les tribunaux d'après l'état de la victime au moment où ils rendent leur décision, et qu'en cas de décès de la victime d'un accident avant décision judiciaire sur l'instance engagée, ses droits passent à ses héritiers et que ce préjudice cessant au jour du décès, doit être évalué par les juges à la date de cet événement (44).

Enfin, si la détermination des indemnités dues par l'auteur d'un délit ou d'un quasi délit est laissée à l'appréciation des tribunaux, c'est à la condition qu'en cas de

(42) Civ. cass., 11 janvier 1938. G. P. 1938. 1. 337. Crim. cass., 26 juillet 1934. G. P. 1934. 2. 559.

(43) Crim. rej., 23 octobre 1931. G. P. 1931. 2. 934.

(44) Crim. cass., 13 février 1938. G. P. 1938. 1. 466. Voir également crim. cass., 9 décembre 1937. G. P. 1938. 1. 128.

faute commune le quantum des réparations soit fixé conformément au partage des responsabilités que les juges eux-mêmes ont reconnu exister (45).

La condamnation des coauteurs d'un délit ou d'un quasi délit doit d'ailleurs être en principe solidaire. Toutefois, il n'en est plus ainsi lorsque ces dommages-intérêts sont fixés forfaitairement à l'égard de l'un des coauteurs, notamment par l'effet que la loi attache au contrat de travail, unissant la victime au chef d'entreprise, celui-ci pouvant être civilement responsable de son préposé coauteur du même délit ou quasi délit. La Cour de Cassation exerce encore son contrôle sur ce point (46).

Le pouvoir des juges du fond en ce qui concerne l'évaluation des dommages-intérêts, cesse d'ailleurs d'être souverain, quand la loi limite ou arbitre elle-même le montant des dommages-intérêts. Ainsi, en matière de pension alimentaire attribuée au conjoint innocent, pension qui présente un caractère indemnitaire, celle-ci ne peut dépasser le tiers des revenus de l'époux coupable (47).

Ainsi, les dommages-intérêts auxquels peut être condamné au profit du patron le tiers responsable d'un accident du travail, ne doivent pas dépasser le montant des

(45) Crim. cass., 6 mars 1936. G. P. 1936. 1. 714. Crim. cass., 2 juin 1932. G. P. 1932. 2. 314. D. H. p. 414. Civ. cass., 24 mars 1930: G. P. 1930. 1. 881.

(46) Civ. cass., 31 juillet 1941. G. P. 1941. 1. 391.

(47) Civ. cass., 18 octobre 1936. G. P. 1936. 2. 693. Indépendamment de la pension alimentaire prévue par l'art. 301, l'époux innocent peut obtenir des dommages, intérêts par application de l'article 1382, C. civ. et dans les conditions du droit commun, s'il résulte des faits qui ont motivé le divorce un préjudice matériel ou moral distinct de celui qui découle déjà pour lui de la rupture du lien conjugal, dans ce cas la limitation au tiers des revenus de l'époux coupable ne jouerait plus (Civ. cass. 21 juin 1927. G. P. 1927. 2. 343).

indemnités mises à la charge des patrons par la loi du 9 avril 1898 (48).

**Evaluation du préjudice
en matière de responsabilité contractuelle**

En matière de responsabilité contractuelle, les juges du fond sont tenus de respecter les règles posées par les articles 1149 et suivants : évaluation du préjudice au moyen de deux éléments, la perte subie et le gain manqué (Art. 1149), limitation des dommages-intérêts à ceux qui ont été prévus lors du contrat (art. 1150), limitation des dommages-intérêts aux intérêts légaux lorsqu'il s'agit d'une obligation de somme d'argent (art. 1153), limitation aux dommages directs (art. 1151). La Cour de Cassation doit donc intervenir pour faire respecter ces règles.

Elle a cependant commencé par décider que « lorsqu'il s'agit de dommages-intérêts qui n'ont été ni prévus ni déterminés par la convention, le pouvoir des juges du fond consiste à apprécier équitablement les diverses circonstances de chaque cause, sans qu'une telle appréciation en fait puisse être censurée par la Cour de Cassation », mais, par le même arrêt, elle vérifie implicitement si les dispositions de l'art. 1149 ont été respectées : « Attendu, déclare-t-elle, qu'il ne résulte en aucune manière, ni des motifs ni du dispositif de l'arrêt attaqué, que pour fixer le quantum des dommages-intérêts, la Cour d'Appel n'ait tenu aucun compte des deux éléments de « perte subie » et de « gain manqué » indiqués par l'article 1149 du Code Civil,

(48) Civ. rej., 4 mai 1925. D. 1926. 1. 53.

que, jusqu'à preuve du contraire, il doit être admis pour constant que les dispositions les plus élémentaires de la loi en cette matière ont été respectées » (49). L'approbation dubitative donnée ainsi à la décision attaquée par la Chambre des Requêtes est, évidemment, assez déconcertante, mais cet arrêt a été rendu à un moment où le contrôle de la Cour de Cassation n'était pas encore très développé en matière de responsabilité civile. Aujourd'hui, la décision attaquée aurait sans doute été cassée pour manque de base légale et comme, ne permettant pas à la Cour Suprême d'exercer son contrôle.

Plus récemment, la Cour de Cassation a plus explicitement affirmé son droit de censure : Un arrêt du 16 mai 1922 (50) décide que « s'il appartient aux juges saisis d'une demande en dommages-intérêts d'apprécier jusqu'où s'étendent la **perte** ou la privation du gain qui, d'après l'article 1149 doivent servir de base à l'allocation de dommages-intérêts, cette faculté ne peut s'exercer que dans les limites fixées par la loi, qu'ainsi aux termes des articles 1150 et 1151 du Code Civil le débiteur n'est tenu que des dommages-intérêts qui ont été prévus ou qui pouvaient l'être lors du contrat et que les dommages-intérêts ne doivent comprendre, même en cas de vol du débiteur que ce qui est une suite immédiate et directe de l'inexécution de la convention... que les termes imprécis et hypothétiques de l'arrêt attaqué laissent supposer qu'il en a été fait autrement, qu'en conséquence l'arrêt n'a pas mis la Cour de Cassation en mesure de contrôler si les prescriptions de

(49) Req. 24 juin 1873. S. 1873. 1. 362.

(50) Civ. cass., 16 mai 1922. S. 1922. 1. 358.

l'article susvisé (article 1149) ont été exactement observées ».

Ce contrôle sur l'application des articles 1149 et suivants la Cour de Cassation l'exerce effectivement en cassant les décisions qui ne respectent pas les règles posées par cet article (51).

Mode de règlement des dommages-intérêts

Si nous examinons maintenant le mode de règlement des dommages-intérêts, en cette matière aussi la Cour de Cassation reconnaît, en principe, aux juges du fond un pouvoir souverain.

Ils peuvent, notamment, allouer soit un capital, soit une rente suivant les circonstances et sans avoir à indiquer les motifs de leur décision (52).

Ils sont également libres de régler l'indemnité, soit au moyen d'une somme fixe et déterminée, soit au moyen d'une somme principale et d'une allocation d'intérêts qui ont alors de plein droit un caractère compensatoire, et font partie intégrante des dommages-intérêts nécessaires pour la réparation du préjudice causé. Ils ne sont pas tenus de motiver spécialement la condamnation aux intérêts de la somme principale, puisque ces intérêts ne constituent

(51) Voir notamment, en ce qui concerne l'article 1150, Civ. cass., 10 juillet 1934. G. P. 1934. 2. 465, 5 novembre 1927. G. P. 1928. 1. 135. Voir également Civ. rej., 27 juin 1928. G. P. 1928. 2. 522, qui décide que le débiteur n'est tenu que des dommages-intérêts dont la quotité a pu être prévue lors du contrat.

(52) Req. 11 juillet 1938. G. P. 1938. 2. 670, capital alloué au lieu d'une rente; Civ. cass., 11 avril 1933. G. P. 1933. 2. 94. D. H. 1933. 319. Crim. rej., 25 février 1928. G. P. 1928. 1. 515. S. 1928. 1. 153. Note Roux (rente allouée au lieu d'un capital demandé),

qu'un élément de l'indemnité fixée par eux en vertu de leur pouvoir souverain d'appréciation (53).

Cependant, même ici, la Cour de Cassation censure les décisions des juges du fond. C'est ainsi que la Cour de Cassation décide que, si ceux-ci ont un pouvoir souverain pour déterminer le mode de réparation du préjudice qui peut consister à leur choix dans le versement d'un capital ou d'une rente, ils ne sauraient sans violer le principe de la libre disposition du patrimoine et alors qu'ils ne donnent aucun motif, déclarer d'office incessible une rente viagère (54).

Le pouvoir des juges du fond en cette matière cesse d'ailleurs d'être souverain, quand une loi a fixé impérativement le mode de réparation. C'est ainsi, notamment, que l'article 7 de la loi du 9 avril 1898 décide que l'indemnité à laquelle peut être condamné le tiers responsable d'un accident du travail ayant causé une incapacité de travail permanente ou la mort, ne peut être allouée que sous forme de rente versée par la Caisse Nationale des Retraites. Les seuls dommages-intérêts qui peuvent être alloués en capital sont les indemnités temporaires telles qu'elles sont fixées par l'article 3 de la loi du 9 avril 1898 et les frais médicaux et pharmaceutiques prévus par l'ar-

(53) Civ. rej., 22 mai 1933. G. P. 1933. 1. 421. Dans le même sens Req. 7 février 1933. G. P. 1933. 1. 846. sous note a). Req. 19 juillet 1932. G. P. 1932. 2. 693. 2^e arrêt.

(54) Crim. cass., 11 avril 1933. G. P. 1933. 2. 94 précité. Voir également un arrêt de la Chambre civile du 5 avril 1870 (D. 1871. 1. 234), qui décide qu'en cas d'abus du droit d'exploiter une carrière dans le fonds d'autrui, les tribunaux peuvent prononcer contre l'exploitant la résolution du droit d'exploitation ou une condamnation à des dommages-intérêts, mais qu'ils ne peuvent limiter la durée de l'exploitation à titre de dommages-intérêts.

ticle 4 de ladite loi. La Cour de Cassation intervient donc pour assurer le respect de ces dispositions impératives (55).

Enfin, le pouvoir des juges pour fixer le mode de réparation du dommage se trouve également limité par la règle « *nemo praecise ad fatum cogi potest* ». Celle-ci interdit de condamner un plaideur à accomplir un acte personnel qui ne peut lui être imposé ni par la convention, ni par la loi.

C'est ainsi que le juge ne peut rejeter l'offre d'indemnité faite par une compagnie de chemin de fer pour des avaries survenues à des meubles au cours d'un transport et la condamner à faire exécuter à ses frais les réparations (56).

(55) Crim. cass., 15 et 28 mars 1930. G. P. 1930. 1. 868. Civ. cass., 3 décembre 1929. G. P. 1930. 1. 162.

(56) Civ. cass., 4 juin 1924. D. 1927. 1. 136.

CHAPITRE IV

CONTROLE SUR LA RELATION DE CAUSE A EFFET

Il ne suffit pas pour qu'une action en dommages-intérêts réussisse qu'une faute et un préjudice aient été établis, il faut encore qu'il existe entre cette faute et ce préjudice une relation de cause à effet.

Rien n'est plus complexe, plus indéfinissable que ce troisième élément de la responsabilité civile. Un effet ne résulte pas seulement d'une seule cause mais d'un ensemble de causes, de telle sorte que si une de ces causes fait défaut l'effet n'existe pas. Par ailleurs chacun de nos actes est susceptible de jouer un rôle dans une série d'événements, et, sous peine de paralyser notre activité, il faut limiter notre responsabilité. Aussi la relation de cause à effet qui doit exister entre la faute et le préjudice doit-elle être certaine, directe et immédiate.

Le contrôle de la Cour de Cassation en cette matière apparaît particulièrement délicat, et peut même sembler discutable. Aussi ce contrôle a-t-il commencé par s'exercer uniquement sur la motivation. La Cour de Cassation a annulé les décisions des juges du fond quand ceux-ci avaient négligé de constater l'existence d'une relation de

cause à effet entre la faute et le préjudice (1), mais elle posait en principe que l'appréciation du rapport de causalité était une question de fait. « Il appartient aux cours d'appel, décide un arrêt de la Chambre Civile du 12 juin 1876 (2) d'apprécier souverainement d'après les circonstances de la cause, si le dommage dont la réparation est demandée a ou n'a pas pour cause directe la faute imputable au défendeur » (3).

Contrôle exercé par la Chambre Civile

Mais par deux arrêts des 4 février 1895 (4) et 7 août 1895 (5). la Chambre Civile a consacré l'opinion contraire. Le premier de ces arrêts casse la décision attaquée pour le motif que celle-ci se bornait à une imputation vague de négligence qui ne permettait pas à la Cour de Cassation de reconnaître s'il existait une corrélation nécessaire entre les précautions négligées et la conséquence qu'elle en déduisait (6). On pourrait évidemment estimer que cet arrêt est en réalité seulement une application du contrôle sur la motivation. Mais ce serait à notre avis en méconnaître la portée. L'arrêt ultérieur du 7 août 1895 est en effet tout à fait formel, puisqu'il décide que c'est à

(1) Civ. cass., 19 août 1874. D. 1885. 1. 388; Civ. cass., 30 mars 1908. D. 1910. 1. 255.

(2) S. 1876. 1. 422.

(3) Dans le même sens Civ. 20 janvier 1880. S. 1881. 1. 359. D. 1880. 1. 382. 6 février 1894. D. 1894. 1. 192; Req. 26 novembre 1856. D. 1857. 1. 57; Req. 25 juin 1867. D. 1868. 1. 74; 11 mai 1891. S. 1892. 1. 254; 7 mars 1892. S. 1892. 1. 271; 22 novembre 1892. S. 1893. 1. 23. D. 1893. 1. 604, 2^e espèce.

(4) S. 1895. 1. 35.

(5) D. 1896. 1. 81.

(6) S. 1895. 1. 35.

tort que les juges du fond avaient décidé qu'il y avait une relation de cause à effet entre la faute imputée à un patron et l'accident survenu à un ouvrier : « Attendu, décide-t-il, que la relation entre la faute d'Aubert et l'accident survenu à l'apprenti s'induit nécessairement des constatations de l'arrêt qui ne peut le nier sans une évidente contradiction ».

On a voulu aussi dénier à cet arrêt la portée d'une décision de contrôle, et on a dit qu'il était un arrêt d'espèce (7). Il était d'ailleurs intervenu à propos d'un accident du travail, à un moment où la loi n'avait pas créé à la charge du patron une présomption de responsabilité; dans cette matière, la Cour de Cassation devait donc intervenir plus facilement pour protéger les intérêts de l'ouvrier (8). Mais ultérieurement, et depuis ces arrêts de 1895, la jurisprudence de la Chambre Civile s'affirme dans le sens du contrôle. En cette matière, il est vrai, la Chambre Civile ne proclame pas toujours expressément son droit de contrôle, comme elle le fait pour la faute, mais elle l'exerce (9).

Cependant il lui arrive d'affirmer explicitement ce

(7) V. Faye, *La Cour de Cassation*, p. 179.

(8) On pourrait citer un arrêt beaucoup plus ancien (Civ. cass., 19 août 1845. D. 1845. 1. 378), par lequel la Cour de cassation décide non seulement que c'est à tort que les juges du fond ont estimé qu'il y avait un rapport de causalité entre le préjudice et la faute, mais substitue son appréciation à celle des juges du fond en déclarant que le préjudice a été causé par la faute d'une autre personne. Mais cet arrêt est resté isolé à cette époque, il a d'ailleurs été rendu en matière de responsabilité notariale, matière dans laquelle la Cour de Cassation a de très bonne heure exercé son contrôle (V. plus haut en matière de faute).

(9) Civ. cass., 22 février 1898. S. 1899. 1. 492; 24 février 1903. S. 1903. 1. 492; 13 janvier 1908. D. 1908. 1. 124; 28 février 1912. S. 1913. 1. 129; 15 janvier 1929. Rec. Gaz. Trib., 1929. 2^e semestre.

droit : « Attendu, déclare un arrêt du 8 juillet 1914 (10), que cette omission ne permet pas à la Cour de Cassation d'exercer le contrôle qui lui appartient sur le point de savoir s'il existe une relation nécessaire de cause à effet entre la faute imputée à M. et l'accident dont la demoiselle M. a été victime ».

La Chambre des Requêtes reconnaît un pouvoir souverain aux juges du fond

La Chambre des Requêtes pendant longtemps n'a pas suivi cette évolution de la Chambre Civile. Elle déclare que les juges du fond décident souverainement « si la faute commise est en relation directe avec le dommage causé » (11). « Attendu, décide notamment l'arrêt du 8 décembre 1931, que par ces constatations souveraines la Cour d'Appel a souverainement apprécié qu'aucun lien de cause à effet n'existait entre l'accident et la faute préten- due »

Contrôle exercé par la Chambre Criminelle

Quant à la Chambre Criminelle, elle se reconnaît comme la Chambre Civile un pouvoir de contrôle. Nous pouvons relever un vieil arrêt du 12 juin 1846 (12), mais qui est assez peu explicite. Il casse une décision qui avait refusé d'admettre un demandeur à faire la preuve d'un fait qui, d'après lui, devait établir la relation de cause à effet entre

(10) Civ. cass., 8 juillet 1914. S. 1915. 1. 71.

(11) Req. 10 janvier 1899. S. 1899. 1. 412; 15 avril 1908. S. 1910. 1. 97 et note de M. Chamont; 27 février 1922. G. P. 1922. 1. 753; 8 décembre 1931. D. H. 1932, p. 33.

(12) Crim. cass., 12 juin 1846. D. 1846. 5. 177.

le préjudice dont il souffrait et la faute imputée au défendeur, ce qui peut signifier que contrairement à l'appréciation de la décision attaquée la Chambre Criminelle avait estimé que le fait offert en preuve impliquait la relation de cause à effet entre la faute et le préjudice, mais cette cassation peut aussi être comprise comme une cassation pour défaut de motifs.

Parmi les arrêts récents par lesquels la Chambre Criminelle exerce un contrôle sur la relation de cause à effet, beaucoup sont rendus sur un point très controversé, celui de savoir si les Administrations publiques qui, à la suite de l'accident survenu à un de leurs agents, ont eu à verser une pension soit à celui-ci, soit à sa veuve et à ses enfants, ont un recours contre l'auteur de l'accident. La Chambre Civile et la Chambre Criminelle ont sur ce point une jurisprudence contraire, l'une accordant le recours, l'autre le refusant, mais du moins sont-elles unanimes pour se reconnaître l'une et l'autre un droit de contrôle sur l'existence du lien de cause à effet entre l'accident et le versement de la pension. « Attendu, déclare notamment la Chambre Criminelle, par un arrêt du 28 juillet 1933 (13) qu'il appert de ce qui précède que l'Assistance publique, par suite de l'accident survenu à son employé, n'a subi aucun dommage du délit ou découlant directement du délit, qu'en admettant qu'elle ait subi un dommage, celui-ci découle directement non de la violation des articles 309 et 320 du Code Pénal, mais de la convention précitée, passée entre elle et son employée, qu'ainsi il n'existe aucun lien de causalité entre la faute et le préjudice et que sa

(13) Crim. cass., 28 juillet 1933. D. H. 1934, p. 511. D. 1934. 1. 50.

demande en intervention comme partie civile n'est pas recevable ». La Cour de Cassation ne peut pas plus explicitement substituer son appréciation à celle des juges du fond (14).

**Arrêts de la Chambre Civile
considérés comme ayant reconnu aux juges du fond
un pouvoir souverain**

On a prétendu que la Chambre Civile était revenue sur sa jurisprudence. On a pu citer un arrêt de rejet du 6 janvier 1914 (15) dont les termes sont les suivants : « Attendu que ces constatations de fait sont souveraines, qu'elles établissent que la Cie Le Phénix n'a souffert aucun préjudice du fait de la Cie du Midi et de ses préposés et que si le capital assuré est devenu immédiatement exigible à raison de l'accident du 15 septembre 1901, il n'y a eu là que le jeu normal d'un risque prévu, évalué et accepté par les contractants de la police d'assurance sur la vie, qu'elles justifient la décision attaquée ». Cet arrêt est vraiment peu explicite. Que les constatations des juges du fond soient souveraines, c'est ce que reconnaît toujours la Cour de Cassation qui n'exerce jamais son contrôle que sur la qualification qui leur est donnée, et cet arrêt peut très bien être compris en ce sens qu'il donne son approbation à l'appréciation que les juges du fond ont donnée des faits de la cause. Qui dit approbation, dit contrôle. Au surplus, cet arrêt est antérieur à l'arrêt précité du 8 juillet

(14) Dans le même sens Crim. rej., 4 mai 1933. D. H. 1933 p. 352. Crim. cass., 2 juillet 1941. G. P. 1941. 2. 369.

(15) D. 1918. 1. 57.

1914, par lequel la Cour de cassation a expressément proclamé son droit de contrôle.

On a cité également un arrêt du 6 juillet 1925 (16). « Attendu, déclare celui-ci, que la décision attaquée ajoute... qu'il y a relation de cause à effet entre la négligence du personnel de l'Administration des Chemins de Fer de l'Etat et la mort de L...; qu'en décidant d'après ces constatations de fait souveraines qu'il y avait eu faute commune... l'arrêt attaqué n'a pas violé les articles visés au moyen ».

On a cité enfin un arrêt du 21 décembre 1925 (17). « Celui-ci décide que pour rejeter l'offre en preuve, la décision attaquée déclare que la corrélation de la faute imputée à Riffaut avec l'incendie des ateliers de Laclavère ne résulterait pas des faits articulés, fussent-ils établis, qu'ainsi... en statuant sur le fait comme elle le fait, la Cour d'Appel a usé de son pouvoir d'appréciation » (18).

Ces deux arrêts ne sont nullement décisifs à notre avis.

Le premier implique au contraire le contrôle, puisqu'il approuve les conséquences que l'arrêt attaqué a déduites des faits souverainement constatés. Quant au second de ces arrêts, il nous semble moins reconnaître le pouvoir souverain des juges du fond sur le rapport de causalité que consacrer leur pouvoir d'apprécier la pertinence des faits offerts en preuve.

Mais, depuis ces arrêts de 1925, de nombreux arrêts de la Chambre Civile ont plus ou moins explicitement affirmé son droit de contrôle, notamment tous les arrêts

(16) Civ. rej., 6 juillet 1925. S. 1925. 1. 278.

(17) Civ. rej., 21 décembre 1925. S. 1925. 1. 351.

(18) Voir également 26 février 23. G. P. 1923. 2. 61,

rendus sur le point de savoir si les Administrations publiques ont un recours contre l'auteur de l'accident survenu à leur agent, arrêts qui consacrent, comme nous l'avons dit, une solution contraire à celle adoptée par la Chambre Criminelle. « Attendu. déclare notamment un arrêt de cassation du 14 mars 1934 (19) que l'arrêt attaqué a repoussé la demande pour l'unique motif qu'il ne pouvait y avoir de lien direct de cause à effet entre l'accident dont a été victime L... et le versement d'une pension par l'Etat à sa veuve et à son fils, mais attendu que... il est certain que c'est la faute imputée à Dubulle, qui a eu pour conséquence de substituer une dette immédiatement exigible à l'obligation simplement conditionnelle existant auparavant à la charge de l'Etat, que cette faute, au cas où il est constaté qu'elle a eu pour effet de rendre plus onéreuses les obligations incombant à l'Etat, lui a donc causé un préjudice dont il est en droit de demander réparation (20).

Contrôle sur la relation de cause à effet en matière de responsabilité du fait des choses inanimées

Le contrôle de la Cour de Cassation sur la relation de cause à effet a eu également l'occasion de s'exercer en matière de responsabilité du fait des choses inanimées. S'il existe en effet une présomption de responsabilité à

(19) D. 1934. 1. 61. G. P. 1934. 1. 730.

(20) Dans le même sens Civ. rej., 4 mars 1911 (S. 1911. 1. 545. D. 1918. 37 sous-note). 20 mars 1935. G. P. 1935. 1. 947. Civ. rej., 3 mai 1935. G. P. 1935. 2. 57; 22 juin 1936. G. P. 1936. 2. 338. Civ. cass., 23 décembre 1936, 2 arrêts et Civ. rej., 19 janvier 1937. G. P. 1937. 1. 599. Civ. cass., 19 juillet 1938.

la charge du gardien de la chose, il faut encore que le dommage ait été causé par le fait de cette chose. La Cour de Cassation pose en cette matière des règles très précises. Elle décide en principe que « pour l'application de l'article 1384 la chose inanimée doit être la cause du dommage, que si elle est présumée en être la cause génératrice, dès lors qu'inerte ou non, elle est intervenue dans sa réalisation, le gardien peut détruire cette présomption en prouvant que la chose n'a joué qu'un rôle passif, qu'elle a seulement subi l'action étrangère génératrice du dommage (21). Elle précise que, pour que la chose soit considérée comme ayant participé dans la réalisation du dommage, il n'est pas nécessaire qu'il y ait contact. Elle sanctionne les règles ainsi posées en cassant les décisions qui ne les respectent pas (22).

La Cour Suprême contrôle également la relation de cause à effet qui peut exister entre la faute de la victime et l'accident. Elle décide en effet, comme nous l'avons vu plus haut, que la faute de la victime ne décharge le gardien de la chose de la présomption de responsabilité qui pèse sur lui que si cette faute est la cause unique du dommage (23). Quand les décisions des juges du fond ne lui permettent pas d'exercer son contrôle, elles sont cassées (23). C'est ainsi que tombe sous la censure de la Cour Suprême l'arrêt qui ne retient comme imprudence de la victime que le seul fait de circuler la nuit sur la route dans

(21) Civ. rej., 19 et 24 février 1941. G. P. 1941. 1. 423.

(22) Civ. cass., 16 janvier 1940. G. P. 1940. 1. 230. S. 1940. 1. 97 note de M. Henri Mazeaud. 21 janvier 1941. G. P. 1941. 1. 327. Civ. cass., 22 janvier 1940. G. P. 1940. 1. 204.

(23) Civ. cass., 9 septembre 1940. G. P. 1940. 2. 159 précité; 29 octobre 1940. G. P. 1940. 2. 190.

un état de déficience mentale, alors que « cette constatation imprécise ne saurait, à défaut d'autres circonstances de fait non relevées, établir qu'il existe entre la déficience mentale de la victime et l'accident une relation de cause à effet de nature à exonérer en tout ou en partie le gardien de la présomption de responsabilité mise à sa charge par l'article 1384, § 1^{er} du Code Civil » (24).

Accident causé par le voleur d'une automobile volée **Relation de cause à effet**

La Chambre civile de la Cour de Cassation a encore affirmé son contrôle par les arrêts rendus sur le point de savoir si, lorsqu'une voiture a été volée, il y a relation de cause à effet entre la négligence du propriétaire qui a laissé sa voiture sur la voie publique, en supposant que ce fait soit une faute, et l'accident causé par le voleur. Beaucoup de cours d'appel ont résolu la question par la négative (25).

La Cour de Cassation a consacré la solution contraire par un arrêt du 30 octobre 1933 (26) qui est, il est vrai, un arrêt de rejet, qui a donc une moins grande portée qu'un arrêt de cassation.

L'arrêt des Chambres réunies du 2 décembre 1941 n'a pas eu à se prononcer sur cette question, la Chambre civile, par son arrêt de cassation du 3 mars 1936, n'ayant

(24) Civ. cass., 25 novembre 1940. G. P. 1940. 2. 236. D. H. 1941, p. 1.

(25) Paris, 5 déc. 1925. G. P. 1926. 1. 320. Nîmes, 19 mars 1928. G. P. 1928. 1. 710. Nancy, 10 juillet 1931. G. P. 31. 2. 779. Besançon, 25 fév. 1937.

(26) G. P. 1933. 2. 927. D. 1933. 589.

pas statué sur le moyen tiré de la violation de l'article 1382, mais M. le Président Lagarde qui, dans son rapport, examine longuement la question à titre en quelque sorte subsidiaire pour le cas où les Chambres réunies se seraient reconnues compétentes, ne met pas un seul instant en doute le contrôle de la Cour de Cassation sur la relation de cause à effet. C'est un point qui maintenant ne souffre pas discussion.

Revirement de jurisprudence de la Chambre des Requêtes

La Chambre des Requêtes elle-même paraît bien être revenue sur sa jurisprudence antérieure. Tous les arrêts rendus sur le recours éventuel des Administrations publiques contre l'auteur de l'accident survenu à leurs agents sont des consécérations plus ou moins explicites du droit de contrôle de la Cour de Cassation (27).

Un arrêt récent du 22 juillet 1941 (28) est un peu plus net : « Attendu, décide-t-il, que l'arrêt attaqué en déduit (de ces constatations) expressément, contrairement à ce que soutient le pourvoi, que la négligence de X. a été la cause de l'accident; qu'en l'état des faits par eux constatés les juges du fond **ont pu conclure à l'existence d'un lien de causalité** entre la faute et le dommage... »

Les mots « ont pu » indiquent bien que la Chambre des Requêtes a exercé son contrôle sur l'existence du lien de causalité.

(27) Req. 2 juillet 1935. G. P. 1935. 2. 611. G. P. 1937. 1. 599. 7 mars 1938. G. P. 1938. 1. 617.

(28) G. P. 1941. 2. 372.

La doctrine a noté les hésitations de la Cour Suprême à exercer en cette matière son contrôle. Celle-ci, remarque M. M. Mazeaud, pose en principe que l'appréciation du rapport de causalité est une question de fait, ce qui ne l'empêche pas d'exercer un contrôle en cassant les décisions qui ne sont pas conformes à certaines règles. Quant à énoncer ces règles, elle fait preuve de la plus grande prudence » (29).

En réalité, depuis 1895, ce sont à peu près seulement, comme nous l'avons vu, des arrêts de la Chambre des Requêtes qui reconnaissent en cette matière un pouvoir souverain d'appréciation des juges du fond, et ceux de la Chambre Civile sont, à quelques exceptions près (30), dans le sens du contrôle.

Définition du rapport de causalité d'après la jurisprudence de la Cour de Cassation

Puisque en notre matière la Cour de Cassation exerce son contrôle, et qu'elle casse, comme le disent MM. Mazeaud, les décisions qui ne sont pas conformes à certaines règles, il semble que l'on devrait pouvoir arriver à définir ces règles, à définir quel est le rapport de causalité qui doit exister entre une faute et un préjudice pour entraîner la responsabilité de l'auteur de la faute.

En réalité rien n'est plus difficile, tout d'abord parce qu'il n'y a pas toujours unité de jurisprudence entre les différentes chambres de la Cour de Cassation. Nous avons vu la divergence qui sépare la Chambre Civile de la

(29) Mazeaud (L. et H.), op. cit., 3^e éd., t. 3, n° 1423, p. 384.

(30) Voir notamment Civ. rej., 3 mai 1935. G. P. 1935. 2, 57.

Chambre Criminelle en ce qui concerne le recours d'une administration publique contre l'auteur de l'accident arrivé à un de ses agents, la Chambre Civile considérant que le dommage subi par l'Administration est la conséquence de l'accident, la Chambre Criminelle que le dommage découlait directement, non de la violation des articles 319 et 320 C. P., mais des effets de la convention précitée (le contrat de louage de service) et qu'ainsi il n'existait aucun lien de cause à effet entre la faute et le préjudice (31).

M. Rouast, dans une note au Dalloz sous un arrêt de la Chambre Civile du 18 octobre 1926 (32), a recherché si l'on pouvait trouver dans la jurisprudence une définition du rapport de causalité qui doit exister entre la faute et le dommage pour entraîner la responsabilité civile.

Il remarque tout d'abord que l'on peut entendre de trois façons le lien de causalité : ou bien le deuxième événement ne procède que du premier et d'aucun autre événement extérieur, ou bien le dommage tire son origine principale de la faute, les autres faits y ayant contribué ayant une importance moindre, ou bien enfin la faute est une des causes occasionnelles du dommage, sans que l'on recherche si elle est une des causes principales.

La jurisprudence, d'après M. Rouast, a sanctionné tour à tour chacune de ces conceptions, la conception étroite (33), la conception de la causalité principale (34), la conception d'une causalité purement occasionnelle (35).

(31) Crim. cass., 28 juillet 1933. D. H. p. 511 précité.

(32) D. 1927. 1. 108.

(33) Req. 26 novembre 1878. D. 1878. 1. 118; 5 février 1884. D. 1884. 1. 367; Civ. cass., 13 juin 1894. D. 1894. 1. 565.

(34) Req. 27 mars 1895. D. 1896. 1. 213; 13 janvier 1903. S. 1903. 1. 396.

(35) Civ. cass., 19 mars 1888. D. 1888. 1. 391; Civ. rej., 7 février

Cette dernière conception est considérée comme dominante (36).

M Demogue remarque qu'un effet ne résulte pas seulement d'une seule cause, mais d'un ensemble de conditions de sorte que si l'une fait défaut, la conséquence eut fait défaut également ». La plupart des décisions de la jurisprudence paraissent admettre que chacune des conditions, pourvu qu'elle soit fautive, peut être incriminée quand bien même il eût fallu d'autres conditions pour la réalisation de l'effet.

Cette formule peut conduire à la consécration de responsabilités partielles. C'est ainsi qu'il a été jugé qu'un meunier ne peut être complètement exonéré de responsabilité à raison de l'inondation survenue chez un voisin si ce phénomène avait pour cause non seulement des infiltrations étrangères à son fait, mais encore l'imprudence qu'il avait commise en ne levant pas les vannes (37).

Cependant de certains des arrêts de la Cour de Cassation, il semble que l'on puisse arriver à dégager une notion un peu plus précise de la causalité, puisque la Cour de Cassation distingue la cause directe et la cause indirecte. C'est ainsi qu'elle a cassé un arrêt de Cour d'Appel qui avait estimé suffisante la relation entre l'état de faiblesse d'un ouvrier soigné à l'hôpital à la suite d'un accident du travail et la tuberculose qu'il avait contractée dans cet établissement (38). C'est ainsi qu'à propos de la pension qui

1894. D. 1894. 1. 239; Civ. cass., 7 août 1895. D. 1896. 1. 81; 22 février 1898. D. 1901. 1. 423; 31 juillet 1912. D. 1914. 1. 144.

(36) Marteau, La notion de causalité dans la responsabilité civile. Thèse Aix, 1914, p. 167 et suiv. Demogue, Traité des obligations, t. IV, par. 366 et suivants.

(37) Civ. cass., 31 juillet 1912. D. 1914. 1. 144 précité.

peut être due par l'époux coupable postérieurement au jugement de divorce, elle décide que les tribunaux ne peuvent allouer une rente que si l'état de besoin du conjoint innocent est la conséquence directe du divorce et ne provient pas d'événements ultérieurs ayant entraîné la diminution de ressources (39).

La Cour de Cassation se montre ici assez stricte dans l'appréciation du rapport de causalité, car si, dans l'espèce qui lui était déférée, l'état de besoin du conjoint résultait de son état de santé qui ne lui permettait plus de travailler, on pouvait soutenir que sans le divorce cet état de besoin n'aurait pas existé, elle condamne donc la formule retenue par M. Demogue et celle de M. M. Mazeaud : « Dès qu'il est établi que sans un événement déterminé le dommage ne se serait pas réalisé, cet événement est cause du préjudice » (40).

Mais en réalité, il semble que ce que la Cour de Cassation écarte par cet arrêt, c'est seulement le concours de causes postérieures au divorce, dans ce cas il y a dommage indirect mais, d'après M. Rouast (41), elle admet implicitement le concours d'événements antérieurs ou concomitants, l'existence de ceux-ci n'empêche pas l'auteur de la faute d'être tenu de la réparation résultant des uns et des autres.

Si nous reprenons l'affaire de l'ouvrier blessé qui meurt à l'hôpital des suites de la tuberculose contractée dans cet hôpital, il y a là un dommage indirect parce qu'une

(38) Civ. cass., 21 février 1912. D. 1913. 1. 294.

(39) Civ. cass., 18 octobre 1926. D. 1927. 1. 101. Note Rouast, G. P. 1926. 2. 693.

(40) H. et L. Mazeaud, op. cit., 3^e éd., t. 2, n° 1. 140.

(41) Note D. 1927. 1. 101.

cause postérieure à la faute du patron avait joué : la présence de l'ouvrier à l'hôpital, où il avait été atteint de tuberculose.

Un arrêt récent de la Chambre Criminelle consacre cette conception de la causalité directe. Il a décidé que si la partie civile peut se plaindre d'un fait postérieur au délit sur lequel elle fonde son action, c'est à la condition que ce fait s'identifie avec le délit, ou en soit la conséquence dommageable directe. La décision qui lui était déférée avait ordonné que les dommages-intérêts alloués à la partie civile seraient calculés d'après le cours du franc belge au jour du dépôt du rapport à l'expert et avait fait ainsi subir au demandeur au pourvoi les conséquences de la baisse du franc postérieure à l'infraction. La Chambre Criminelle a cassé cette décision pour le motif que celle-ci avait ainsi alloué la réparation d'un dommage qui n'était pas la conséquence directe de l'infraction dont le demandeur au pourvoi s'était rendu coupable (42).

Cependant la Chambre Civile de la Cour de Cassation a, elle-même, méconnu cette théorie du dommage direct et admis une notion beaucoup plus large de la causalité à propos de l'accident causé par l'auto volée (43).

Dans l'espèce soumise à la Cour de Cassation, un nommé Steur s'était emparé sans droit d'une voiture que son gardien avait laissée sur la voie publique, avait causé un accident et s'était enfui. La Cour d'Appel d'Alger avait estimé qu'il y avait eu faute de la part du gardien à laisser sa voiture sur la voie publique, et que l'accident dont avait

(42) Crim. cass., 26 mars 1941. G. P. 1941. 1. 503.

(43) Civ. rej., 30 octobre 1933. G. P. 1933. 2. 927. D. H. 1933. 589.

été victime le demandeur avait été « une suite immédiate et directe » de la faute du gardien. Le pourvoi soutenait qu'en admettant que le fait reproché au gardien constituât une faute, cette faute n'aurait été que l'occasion et non la cause directe de l'accident. Le mémoire produit à l'appui du pourvoi exposait très nettement : « L'abandon de la voiture a été non pas la cause, mais l'occasion de l'accident. L'occasion est le fait qui permet à un événement de se produire. La cause est le fait... qui produit cet événement. Entre l'occasion... et l'événement... il n'y a qu'une possibilité. Entre la cause et l'effet, il y a un rapport nécessaire ».

La Chambre Civile a rejeté ces distinctions en rejetant le pourvoi pour les motifs suivants :

« Attendu qu'il résulte des constatations de l'arrêt que Serra a abandonné la surveillance de l'automobile confiée à sa garde par Bailac et l'a laissée sur la voie publique sans prendre les précautions nécessaires pour éviter que Steur n'en fit usage; attendu que ces constatations suffisent à établir aussi bien la faute du préposé de Bailac que la relation de cause à effet entre cette faute et le dommage causé à la victime ».

Une telle solution révèle de la part de la Cour de Cassation une conception extrêmement large du rapport de causalité qui peut exister entre une faute donnée et un préjudice donné. Cette conception si large nous paraît dangereuse; chacun de nos actes est susceptible d'avoir une suite indéfinie de conséquences, ces conséquences se conditionnant les unes les autres, et il est indispensable de borner notre responsabilité.

La solution admise par la Chambre Civile par l'arrêt

précité n'a d'ailleurs pas été sans rencontrer des résistances de la part des Cours d'Appel. L'arrêt de la Cour d'Appel de Besançon du 25 février 1927 qui a été porté devant les Chambres réunies, a maintenu la solution de la Cour de Nancy (44), en décidant qu'en supposant que le gardien d'une voiture volée ait commis une faute en abandonnant sa voiture sans surveillance sur la voie publique, aucune relation de cause à effet n'existait entre cette faute et l'accident dont X. avait été victime.

M. le Président Lagarde étudie la question dans son rapport pour le cas où les Chambres Réunies se seraient déclarées compétentes pour en connaître. Il déclare que l'arrêt de la Chambre Civile de 1933 n'a pas mis fin à la controverse, mais il estime qu'il ne fallait pas rechercher, ainsi que l'a fait la Cour de Besançon, s'il y avait relation de cause à effet entre la faute du volé et la prétendue maladresse du voleur, mais s'il y avait relation de cause à effet entre la faute de Franck et le dommage subi par la victime. Il se demande en quoi consiste le dommage subi et il déclare que la faute de Franck a eu pour conséquence directe et immédiate la substitution du voleur au volé dans la garde de la chose. C'est donc dans ce changement de gardien qu'il faudrait trouver le dommage.

M. le Président Lagarde envisage ainsi le problème sous un autre angle. Si l'on considère que le dommage subi par la victime de l'accident réside dans la substitution d'un gardien à un autre, on peut reconnaître qu'il existe une relation directe de cause à effet entre ce dommage et la

(44) Nancy, 10 juillet 1931. G. P. 1931. 2. 779. cité, p. 104, note 23.

faute commise par hypothèse par le propriétaire volé (45).

C'est une manière élégante de résoudre le problème qui consistait à faire obtenir une réparation à la victime qui se trouvait devant un voleur par hypothèse insolvable. C'est sans doute cette préoccupation qui avait dû conduire la Chambre Civile à admettre dans son arrêt du 30 octobre 1933 une si large conception du rapport de causalité.

Les Chambres réunies n'ont pas eu à statuer sur la question, et nous ne pouvons savoir si elles auraient consacré la solution proposée par M. le Président Lagarde. Ce que nous pouvons retenir du rapport de celui-ci, c'est qu'il paraît revenir à une notion plus étroite du rapport de causalité qui doit exister entre la faute et le préjudice et qu'il condamne implicitement celle admise par l'arrêt de la Chambre Civile du 30 octobre 1933.

En définitive, si la Cour de Cassation exerce sans conteste un contrôle sur le troisième élément de la responsabilité civile, si son rôle dans la création d'une notion jurisprudentielle de la causalité en cette matière devrait être primordiale, il n'apparaît pas que l'on puisse déduire de ses arrêts une définition du rapport de causalité, ni même que l'on puisse établir sur quelles règles elle s'appuie pour exercer son contrôle.

Néanmoins, il est utile que la Cour de Cassation exerce ce contrôle, et celui-ci qui doit assurer l'unité de jurisprudence s'avère d'autant plus nécessaire que le rapport de causalité qui est pris en considération en matière de responsabilité civile échappe à toute définition précise.

(45) Voir l'article de M. Paul Esmein, *G. P.* 1942 Doctrine, p. 5, sur l'arrêt des Chambres Réunies du 2 décembre 1941.

CONCLUSION

Faute, préjudice, relation de cause à effet. le contrôle de la Cour de Cassation s'exerce sur ces trois éléments de la responsabilité civile, comme il s'exerce également sur les conditions dans lesquelles jouent les diverses présomptions de responsabilité sanctionnées par les articles 1384, 1385. et 1386 du Code Civil

Au cours de cette étude, nous avons pu constater combien ce contrôle s'était progressivement étendu depuis un demi-siècle. En matière de faute, après s'être d'abord borné à s'exercer sur l'existence ou l'absence de la faute, il s'est porté sur les qualités de celle-ci, lourdeur, gravité, inexcusabilité, sur les circonstances qui en sont exclusives. En matière de préjudice, il s'exerce non seulement sur l'existence ou l'absence de celui-ci, mais sur les qualités qu'il doit présenter pour donner lieu à réparation, et sur la détermination des personnes qui peuvent s'en prévaloir, dans certains cas, il porte également sur l'évaluation du préjudice et sur le mode de réparation décidé par les juges du fond. Il s'exerce enfin sur la relation de cause à effet, sans cependant toute la précision désirable.

En présence de l'extension qu'a pris ce contrôle on peut se demander si la Cour de Cassation n'outrepasse pas ses attributions. Le principe est que les juges consta-

tent souverainement les faits, et que la Cour Suprême porte uniquement son contrôle sur la qualification légale de ces faits et sur les conséquences juridiques qu'ils comportent. « Dans les mots, la distinction est assez nette, estime M. Ripert (1), elle l'est beaucoup moins quand on passe à l'application ». En pratique, il est en effet à peu près impossible de délimiter avec précision ce qui est constatation des faits, ce qui est leur appréciation, leur qualification, surtout lorsque les éléments, sur lesquels porte la censure de la Cour de Cassation, n'ont pas été définis par la loi, telle la faute, telle la relation de cause à effet. Dans ces cas, peut-on parler de qualification légale ? M. Ripert a remarqué (1), à propos de la faute : « S'il y avait une définition légale de la faute, on pourrait rechercher la conformité de l'appréciation du juge du fond avec le critérium légal. Mais comme nous n'avons pas de définition, qu'on ne peut même pas essayer d'en donner une, il faut bien considérer que la Cour Suprême, en rectifiant l'appréciation des juges du fond, en vient nécessairement à examiner pour la deuxième ou pour la troisième fois les faits constitutifs de la responsabilité civile »... Elle ne peut se contenter de relever les faits constatés par la décision qui lui est soumise. « En réalité, elle reprend l'examen de la cause et se décide d'après toutes les pièces du dossier... Elle risque ainsi d'oublier qu'elle ne peut être un troisième degré de juridiction ».

M. Apert (2) se demande également si la Cour de Cassation, en réduisant les juges du fond à l'unique mission

(1) Revue critique de législation et de jurisprudence, 1912, p. 196.

(2) Note sous Civ. cass., 13 janvier 1908. S., 1911. 1, 217.

de constater les faits matériels et en leur ôtant tous pouvoirs de les apprécier souverainement, ne méconnaît pas l'esprit qui a présidé à sa création. Il rappelle ce que disait, du Conseil des Parties, Joly de Fleury : « On a toujours tenu pour principe au Conseil que la cassation a été introduite plutôt pour le maintien des ordonnances que pour l'intérêt des justiciables. Si la contravention aux ordonnances n'est pas claire, littérale, si l'on peut croire que les circonstances de fait ont influé sur le jugement, on rejette la demande en cassation, parce qu'on peut croire que le juge n'a pas méprisé la loi, mais qu'il a pensé que ce n'était pas le cas d'en faire l'application. »

M. Appert pense qu'il n'y a pas que des inconvénients théoriques au développement du contrôle exercé par la Cour Suprême, et que celle-ci est mal placée pour apprécier le caractère plus ou moins fautif des faits, alors que les juges ont pu entendre les parties, les témoins, ordonner des expertises, procéder à des descentes sur les lieux. La Cour de Cassation a été créée, dit-il, pour résoudre les questions générales et non les difficultés spéciales de fait.

Ces critiques sont évidemment très sérieuses. Cependant plusieurs auteurs ont approuvé l'extension du contrôle de la Cour de Cassation.

Dès 1892, M. Crépon estime qu'il ne faut pas s'en plaindre. Dans ce contrôle, dit-il, exercé de haut et de loin, se trouve la véritable sauvegarde contre l'arbitraire qui pourrait se rencontrer dans les décisions d'une justice rendue parfois trop près des intérêts qu'elle est chargée de régler (3).

(3) Crépon, Du pourvoi en cassation, t. III, n° 1144, page 319.

M. Marty a démontré que toute qualification légale des faits constituait une question de droit. Il estime que le contrôle exercé sur la qualification de la faute et même sur son caractère de gravité est une application remarquable certes mais tout à fait justifiée du principe du contrôle de toute qualification sans distinction (4). MM. L. et H. Mazeaud reconnaissent que « les juges du fond ne sont en quelque sorte souverains que pour réunir les éléments du dossier, retenir les uns, écarter les autres, mais que des éléments ainsi retenus la Cour de Cassation reste maîtresse. Elle en peut faire ce qui lui plaît. Conception humaine, estiment ces auteurs, du rôle de la Cour Suprême, celle-ci ne peut plus constater une erreur sans être en mesure de la réparer » (5).

Si le mode d'exercice du contrôle peut parfois prêter à critique, si à l'occasion de ce contrôle, la Cour de Cassation peut paraître quelquefois se faire juge du fait, il n'en demeure pas moins que ce contrôle présente une utilité incontestable. MM. Rouast et Roux l'ont marqué, l'un à propos de la faute inexcusable, l'autre à propos du délit d'imprudence sanctionné par l'article 319 du Code Pénal. M. Rouast (6) a démontré que l'intervention de la Cour Suprême s'imposait, sinon la portée de la loi du 9 avril 1898 pouvait se trouver gravement dénaturée. « Qu'un Tribunal, dit-il, vienne à décider qu'une simple imprudence de l'ouvrier constitue une faute inexcusable, l'idée fondamentale de la loi se trouverait atteinte, la garantie donnée par elle aux fautes des victimes disparaî-

(4) Op. cit., p. 249.

(5) Mazeaud (L. et H.) op. cit., n° 2211.

(6) Note sous Req. 22 février 1932, D. 1932. 1. 24.

sant. Inversement, que ce Tribunal décide que la moindre faute du patron est une faute inexcusable, c'est le principe du forfait qui disparaît pour faire place à une réparation intégrale ». La Cour de Cassation doit donc délimiter étroitement le domaine de la faute inexcusable. « La qualification de la faute, remarque encore M. Rouast, est un élément essentiel de l'application de la loi, elle ne saurait être abandonnée aux appréciations variables des juges du fond ».

Du moment, en effet, que les qualités de la faute sont prévues par la loi, que de celles-ci découle telle ou telle conséquence juridique, la Cour de Cassation se doit d'intervenir afin de fixer l'interprétation de la loi et assurer ainsi l'unité de jurisprudence.

M. Roux (7) déclare que « l'appréciation et la qualification du fait fautif est une question de droit et non pas une question de fait. Prétendre le contraire, ce serait accepter qu'il peut être laissé à l'appréciation des juges du fond d'apercevoir l'existence de la faute pénale en dehors des conditions légales mises à sa reconnaissance. »

Ce que ces auteurs remarquent pour la faute inexcusable ou le délit par imprudence, pourrait être dit à propos de tous les éléments de la responsabilité civile. Il est impossible de laisser les juges du fond apprécier ces éléments souverainement.

Si l'on rapproche d'ailleurs le contrôle exercé par la Cour de Cassation en matière de responsabilité civile, non pas peut-être de ses attributions strictement entendues : casser les décisions qui contiennent une contravention

(7) Note sous Crim. rej., 21 octobre 1926, S. 1927. 1. 33.

expresse à un texte de loi, mais de sa raison d'être : assurer l'unité de jurisprudence dans l'application et l'interprétation de la loi, ce contrôle apparaît alors en accord profond avec le rôle qui lui a été ainsi dévolu. Et c'est précisément lorsque la loi n'a pas défini une notion à laquelle cependant elle attache des conséquences juridiques, que le contrôle de la Cour de Cassation se révèle comme le plus utile bien qu'il s'avère alors extrêmement délicat.

Mais si la Cour Suprême doit exercer un contrôle, cela ne signifie pas qu'elle doive l'exercer à tout propos et pour la sauvegarde d'intérêts particuliers. Elle ne devrait intervenir que lorsque l'intérêt général l'exige et lorsque sa décision peut avoir une portée éducative pour la jurisprudence et pour les particuliers. Elle doit respecter la règle formulée au dix-huitième siècle par Joly de Fleury : « C'est l'intérêt public et le respect de la loi plus que l'intérêt de la partie que l'on consulte ».

On peut d'ailleurs regretter que le contrôle exercé par la Cour de Cassation en matière de responsabilité civile ne soit pas plus efficace sur bien des points. Nous avons vu, notamment, en ce qui concerne la relation de cause à effet, qu'il était impossible de définir les règles sur lesquelles la Cour Suprême s'appuyait pour exercer son contrôle. Nous avons noté également qu'elle se montrait toujours extrêmement prudente, et même réticente, toutes les fois qu'il s'agissait de donner une définition. Elle en a cependant donné quelques-unes : faute inexcusable, faute par omission, force majeure, gardien. En matière de responsabilité du fait des choses inanimées, elle a posé un certain nombre de règles assez précises. Mais sur bien des points sa jurisprudence est peu nette, il n'y a pas tou-

jours unanimité entre ses différentes Chambres, elle paraît souvent se désintéresser de questions qui divisent la doctrine. Par suite, cette juridiction suprême, originaire de notre ancien droit, et qui a survécu à tous les régimes, ce qui prouve qu'elle répond à des nécessités profondes, n'exerce pas sur la responsabilité civile l'influence décisive qui paraît devoir lui revenir aux termes des textes qui ont présidé à son institution.

Vu : *Le Doyen, Président de la Thèse,*

G. RIPERT.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

Gilbert GIDEL.

BIBLIOGRAPHIE

- APPERT. — Note au S. 1911. I. 217.
- BARDOT. — Etude sur le pourvoi devant la Cour de Cassation en matière civile. Thèse Paris, 1873.
- BONNECASE. — Des pourvois en cassation dans l'intérêt de la loi et pour excès de pouvoir. Thèse Toulouse, 1909.
- BRETON. — Note au S. 1931. 2. 33.
- CARTAUT. — De l'excès de pouvoirs à la Cour de Cassation et de ses rapports avec l'excès de pouvoir contentieux. Thèse Paris, 1911.
- CHARMONT (J.). — Examen doctrinal : revue critique de législation et de jurisprudence 1894, p. 74 et suivantes, sur le contrôle de la Cour de Cassation en matière d'interprétation des contrats.
- CHAUVERON (DE). — Du pouvoir de contrôle de la Cour de Cassation sur la qualification criminelle. Thèse Paris, 1908.
- CHENON. — Origines, conditions et effets de la cassation, 1882.
- CREPON. — Du pourvoi en cassation en matière civile.
- DALLANT. — Note au D. 1929. 2. 95.
- DALLOZ. — Répertoire méthodique et pratique de législation, de doctrine et de jurisprudence (jurisprudence générale), 1847, aux mots Cassation (Cour de) et responsabilité.
- DEMOGUE. — Traité des obligations en général. T. 4.
- ESMEIN (Paul). — G. P. 1942, doctrine p. 5, note au S. 1930. 1. 121. Obligations, tome 6, dans Planiol et G. Ripert. Traité pratique de droit civil français.
- FAYE. — La Cour de Cassation, Paris, 1903.
- GARSONNET et CÉSAR-BRU. — Traité théorique et pratique de procédure civile et commerciale. 3^e éd., notamment t. I.
- GLASSON et TISSIER. — Traité théorique et pratique d'organisation judiciaire de compétence et de procédure civile. 3^e éd.

- HENRION DE PANSAY. — De l'autorité judiciaire en France. Paris, 1918; nouvelle édition, Paris 1827.
- HUGUENEY. — Note au S. 1929. 1. 297.
- JOSSERAND. — Note au D. 1925. 1. 97.
- LALOU-HENRI. — La responsabilité civile, principes élémentaires et applications pratiques, 2^e éd., 1932.
Note au D. 1929. 1. 23.
- LAGARDE (M. le Président). — Rapport devant les Chambres réunies. G. P. 1941. 2. 467.
- MATTELIN. — La Cour de Cassation, son organisation, son but. Etude générale sur les pourvois en matière civile. Thèse Caen, 1880.
- MATTER (Procureur Général). — Conclusions devant les Chambres réunies. G. P. 1930. 1. 393.
- MARTEAU. — La notion de causalité dans la responsabilité civile. Thèse Aix, 1914.
- MARTY (Gabriel). — La distinction du fait et du droit. Essai sur le pouvoir de contrôle de la Cour de Cassation sur les juges du fait. Thèse Toulouse, 1929.
Note S. 1931. 1. 145.
- MAZEAUD (Léon et Henri). — Traité théorique et pratique de la responsabilité civile délictuelle et contractuelle, 3^e éd.
- MAZEAUD (Henri). — Notes au S. 1927. 1. 72 et au S. 1928. 2. 145.
- PLANIOL et RIPERT (G.). — Traité pratique de droit civil français. T. 6 et 7 Des obligations.
- PLASSART. — Des ouvertures communes à Cassation et à Requête Civile. Thèse Paris, 1924.
- RIPERT (G.). — Examen doctrinal, revue critique de législation et de jurisprudence, 1912 P. 195. 1914 P. 201 sur le contrôle de la Cour de Cassation en matière civile. Notes au D. 1907. 1. 385 au D. 1927. 1. 97 et au D. 1930. 1. 57.
- ROUAST. — Notes au D. 1927. 1. 108; 1932. 1. 25.
- ROUX. — Note au S. 1927. 1. 33.
- SAVATIER. — Notes au D. 1925. 1. 49 et D. 1927. 1. 145.
- STATI. — Le standard juridique. Thèse Paris, 1927.
- TALAMON (Christian). — Le pouvoir de contrôle de la Cour de Cassation sur l'interprétation des contrats. Thèse Paris, 1926.
- TARBE. — Lois et Règlements à l'usage de la Cour de Cassation. Paris, 1840.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	1
I. — <i>Notions historiques</i>	1
Le Conseil des Parties	1
Le Tribunal de Cassation. La Cour de Cassation.	7
II. — <i>Du rôle dévolu à la Cour de Cassation. Son contrôle sur la qualification légale des faits ...</i>	16
CHAPITRE PREMIER. — CONTRÔLE SUR LA FAUTE	21
<i>Contrôle sur la faute légale</i>	21
<i>Contrôle sur la faute délictuelle</i>	23
Contrôle exercé par les Chambres Civiles	25
Contrôle exercé par la Chambre Criminelle	28
Contrôle sur la faute contractuelle	31
Contrôle sur la faute commise en matière de con- trat de transport de marchandises	33
En matière de contrat de travail	34
En matière de contrat de mandat	34
Notamment contrôle sur la faute des Administra- teurs de Sociétés	35
Contrôle sur la responsabilité médicale	36
<i>Contrôle sur les rapports de la faute délictuelle et de la faute contractuelle, sur le cumul des deux responsabilités</i>	37

	Pages
<i>Contrôle sur les qualités de la faute</i>	38
Faute grave	39
Faute inexcusable. — Définition	42
<i>Faute commune</i>	43
<i>Contrôle sur les circonstances exclusives de la faute : force majeure, cas fortuit</i>	44
Démence	48
<i>Peut-on dégager des décisions de la Cour de Cas- sation une définition de la faute ?</i>	50
Définition de la faute par abstention, définition de l'abus du droit, abus du droit de propriété, abus du droit d'agir en justice	50
Impossibilité de dégager une définition générale de la faute délictuelle	53
 CHAPITRE II. — CONTRÔLE SUR LES RESPONSABILITÉS COMPLEXES.	 54
I. — <i>Contrôle sur la responsabilité du fait des ani- maux et du fait des choses que l'on a sous sa garde</i>	 55
Contrôle sur la détermination du gardien	57
Définition du gardien	60
Contrôle sur les circonstances exclusives de la responsabilité du gardien	63
Contrôle sur la responsabilité du propriétaire ..	65
II. — <i>Contrôle sur les éléments de la responsabilité du fait d'autrui</i>	 66
Responsabilité du commettant	66
Responsabilité des parents, artisans, instituteurs.	71
 CHAPITRE III. — CONTRÔLE SUR LE PRÉJUDICE	 72
<i>Contrôle sur l'existence ou l'absence du préjudice.</i>	73
<i>Contrôle sur les caractères que doit présenter ce préjudice pour donner lieu à la réparation</i>	74

	Pages
<i>Certitude ou éventualité du préjudice. Préjudice futur. Préjudice moral</i>	74
<i>Détermination des personnes pouvant se prévaloir du préjudice</i>	76
Concubins.	76
Parents, enfants naturels ou adultérins	78
Syndicats.	79
Associations	79
<i>Evaluation du préjudice en matière de responsabilité délictuelle</i>	80
<i>Evaluation du préjudice en matière de responsabilité contractuelle (art. 1.149 et suivants)</i>	84
<i>Mode de règlement des dommages intérêts</i>	86
 CHAPITRE IV. — CONTRÔLE SUR LA RELATION DE CAUSE	
A EFFET	89
<i>Contrôle exercé par la Chambre Civile</i>	90
<i>La Chambre des Requêtes reconnaît un pouvoir souverain d'appréciation aux Juges du fond</i>	92
<i>Contrôle exercé par la Chambre Criminelle</i>	92
<i>Discussion de plusieurs arrêts de la Chambre Civile qui ont été considérés comme reconnaissant aux Juges du fond un pouvoir souverain d'appréciation.</i>	94
<i>Contrôle exercé par la Chambre Civile sur la relation de cause à effet en matière de responsabilité du fait des choses inanimées</i>	96
<i>Sur la relation de cause à effet entre la faute qui aurait été commise par le propriétaire d'une auto volée et l'accident causé par le voleur.</i>	98
<i>Revirement de la jurisprudence de la Chambre des Requêtes</i>	99

	Pages
<i>Définition du rapport de causalité d'après la jurisprudence de la Cour de Cassation. La notion de causalité directe</i>	100
CONCLUSION	109
BIBLIOGRAPHIE	117

